



Scot du Boulonnais

# ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET INDICATEURS DE SUIVI





# SOMMAIRE

## Partie 1 - Le contenu de l'évaluation environnementale

Page 5

## Partie 2 - La méthode

Page 7

## Partie 3 - L'explication des choix environnementaux fondateurs du projet

Page 9

**1 - Les évolutions probables de l'environnement en l'absence de mesures de planification**

Page 10

**2 - Les principes du SCOT en faveur de l'environnement**

Page 11

**3 - Analyse des incidences prévisibles du projet et des orientations retenues du SCOT sur l'environnement**

Page 12

**A - Incidences de l'augmentation de la production de logements, des équipements, services, espaces économiques sur la consommation de l'espace**

Page 12

**B - Incidences de l'augmentation de la production de logements, des équipements, services, espaces économiques sur la trame verte et bleue et les richesses paysagères**

Page 14

**C - Incidences sur la consommation énergétique et des émissions de gaz à effet de serre**

Page 16

**D - Incidences sur la ressource en eau**

Page 18

**E - La prise en compte des risques naturels et industriels**

Page 19

**F - Incidences sur la gestion des déchets**

Page 20

**G - Incidences du SCOT sur les sites Natura 2000**

Page 22

## Partie 4 - Les indicateurs de suivi

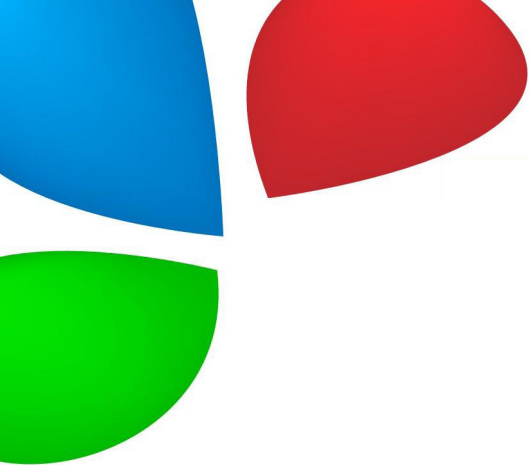
Page 29

**1 - Les indicateurs de suivi généraux**

Page 30

**2 - les indicateurs de suivi environnementaux**

Page 36

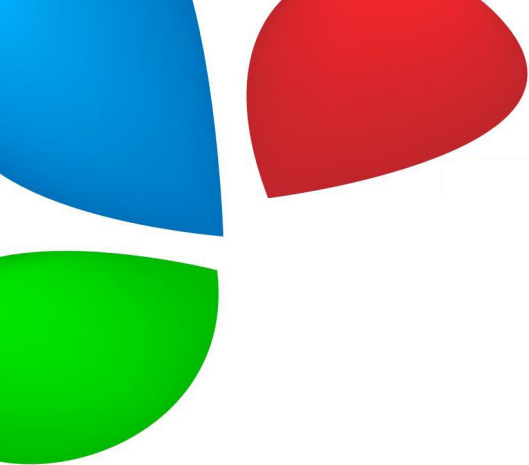


## Le contenu de l'évaluation environnementale

Le SCOT comporte une évaluation environnementale conformément à l'article L122-11 du code de l'Urbanisme :

- Elle explique les choix retenus pour l'établissement du PADD au regard de la protection de l'environnement et les orientations prises spécifiquement sur l'environnement par le Document d'Orientations et d'Objectifs.
- Elle évalue par grands thèmes environnementaux, les incidences notables que peuvent avoir les orientations du SCOT et leur mise en œuvre sur l'environnement.

Le cas, échéant, elle propose les mesures envisagées pour réduire, éviter et compenser dans la mesure du possible les incidences négatives



## La méthode

La démarche d'évaluation environnementale a été présente en continue de la procédure d'élaboration du SCOT :

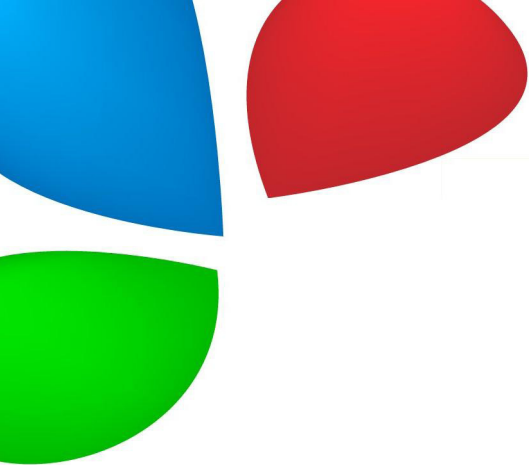
- Par la formalisation d'un état initial de l'environnement permettant la lecture de l'environnement au temps 0 (année d'approbation du SCOT),
- Par l'application d'une méthode prospective dans l'élaboration du projet qui a permis de mesurer les impacts des 5 scénarios probables, de mesurer leurs incidences, de faire des allers et retours successifs pour porter le choix final d'un projet souhaitable, dont les enjeux environnementaux prenaient leur place.
- Par la mesure de la plus value et des mesures correctives apportées par le projet et ses orientations au regard du scénario d'évolution probable si aucune démarche volontariste de projet n'avait été portée par le territoire.

Il est à noter que le projet et les orientations intègrent les dispositions de la Loi Grenelle2 (portant Engagement National pour l'Environnement) dans l'économie générale du projet sur les thèmes de l'économie de l'espace, les transports mais aussi dans les domaines de l'environnement spécifiques : l'énergie, les continuités écologiques, le paysage.

L'évaluation environnementale réalisée par un bureau d'études et l'Agence d'Urbanisme et de Développement Economique s'est déroulée à partir de grandes thématiques :

- la consommation de l'espace,
- la trame verte et bleue et les richesses paysagères,
- la consommation énergétique et les émissions de gaz à effet de serre,
- la ressource en eau,
- les risques naturels et industriels,
- la gestion des déchets,
- les zones Natura 2000.

Elle se finalise par l'énoncé des indicateurs permettant le suivi du SCOT dans le domaine de l'environnement.





## L'explication des choix environnementaux fondateurs du projet

*L'appréciation des effets du SCOT en faveur de l'environnement s'effectue à partir de la connaissance de son état initial mais aussi de l'estimation des évolutions positives ou négatives qui auraient eu cours sur le territoire en l'absence de mesures visant à planifier et rectifier les déséquilibres produits par l'urbanisation. La particularité du SCOT Boulonnais est de fonder son projet sur une méthode prospective, qui a permis d'élaborer 5 hypothèses d'évolution environnementale à travers 5 scénarios possibles.*

*Le déroulé du scénario tendanciel et de ses incidences permet d'apprécier la plus-value apportée par le scénario retenu qui a servi de socle à l'élaboration du projet.*

# 1

## Evolution probable de l'environnement en l'absence de mesures de planification

### ► La consommation des espaces naturels et agricoles

Dans un scénario où l'urbanisation poursuit sa dilution, le nombre d'hectares urbanisés progresse de 9 % par rapport aux décennies passées (simulation tendancielle) soit 692 ha entre 2012 et 2024 (58 ha / an).

Sur les espaces côtiers, l'agriculture pratiquée sur le littoral et sur les pourtours de l'agglomération connaît un net recul, amputant les possibilités de développement d'une agriculture en lien avec le bassin de consommation urbain. Cet effet se propage au-delà de l'agglomération boulonnaise, faisant disparaître les dernières coupures agricoles entre les villages.

La pression de l'urbanisation littorale sur les espaces naturels diminue mais reste élevée, tandis que sous l'effet du mitage, les espaces plus ruraux jusqu'alors peu consommateurs « entament » leur capital naturel. En milieu rural, les constructions affleurent les lisières des forêts, les fonds de vallées et nombre de liaisons entre espaces naturels sont rompues. L'espace de transition naturel entre l'agglomération et les communes périurbaines s'effrite.

Le développement de l'économie présentielle et touristique provoque une pression sur les espaces naturels en l'absence de régulation des accès à la nature.

### ► La ressource paysagère

Le territoire connaît une fermeture de ses paysages sous l'effet de la réforme de la Politique Agricole Commune, de la pression urbaine

et des boisements. Les espaces bocagers diminuent, les espaces délaissés de l'agriculture se multiplient sur les coteaux.

Des rangs linéaires de constructions de part et d'autres des voies relient les villages et les hameaux, rompant et les ouvertures sur la campagne.

L'urbanisation banalisée se lit de plus en plus dans le paysage, et gagne les points les plus remarquables ou sensibles (lignes de crête, monts, linéaires routiers).

### ► La ressource en eau et les risques

La sécurité des approvisionnements et de la qualité des eaux est soumise à de nombreux risques de pollutions dus à l'augmentation des déversements par ruissellement, au regard d'une imperméabilisation croissante et d'une urbanisation insuffisamment limitée sur les bassins versants ou à proximité des cours d'eau.

Les perturbations des milieux aquatiques s'accroissent par un manque de performance des systèmes d'assainissement.

### ► Les consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre

L'étalement urbain n'est pas suffisamment maîtrisé, ce qui accroît la dépendance énergétique du territoire en énergie fossile. La conséquence directe est la poursuite du taux important de déplacements dû à la distanciation des lieux de résidence et de travail et l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre.

## 2

## Les principes du SCOT en faveur de l'environnement

Les ambitions du SCOT portent sur le rétablissement de l'équilibre interne du territoire dont la préservation, le développement du capital environnemental et paysager est l'une des composantes majeures :

- gérer durablement les ressources
- Préserver les richesses naturelles et paysagères, cœur de l'identité boulonnaise,
- Anticiper les besoins en énergie et assurer la transition énergétique du territoire.

Chacun de ces objectifs fait l'objet d'orientations détaillées dans le Document d'Orientations et d'Objectifs.

## Analyse des incidences prévisibles du projet et des orientations retenues du SCOT sur l'environnement

### A Incidences de l'augmentation de la production de logements, des équipements, services, espaces économiques sur la consommation de l'espace

#### ► Le projet et les objectifs du SCOT

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable porte l'ambition de réinsuffler de l'attractivité par l'accueil volontariste de nouvelles populations à la fois résidentes et touristiques. Il s'agit aussi de rétablir son équilibre interne en terme d'habitat, services et développement économique. Ces perspectives démographiques impliquent de pouvoir produire 8474 logements neufs, dont 14 % par renouvellement de la ville sur elle-même.

Le SCOT réaffirme la nécessité de maîtriser la consommation de la ressource foncière générée par la production des logements par la concentration des logements et des objectifs de densité fixés entre 10 et 60 logements par hectares.

#### ► Les incidences positives

Le SCOT affiche comme objectif prioritaire de structurer l'organisation et la répartition des constructions :

- en optant pour un recentrage de l'urbanisation sur les polarités principales de l'agglomération et les bourgs structurants
- en définissant une armature urbaine comportant un maillage de polarités et de typologie urbaine (villages, hameaux) hiérarchisé auxquelles s'appliquent des objectifs de densification,
- En urbanisant prioritairement dans le tissu urbain,
- En conditionnant l'urbanisation dans les villages et hameaux : l'extension des hameaux comportant moins de 30 habitations, des formes isolées d'habitations (fermes, manoirs, groupements d'habitations) est interdite, les extensions urbaines sont limitées,
- en interdisant l'urbanisation spontanée et linéaire.

Il fixe le cadre général de l'urbanisation future en donnant la priorité aux constructions dans les enveloppes des tissus urbanisés afin de limiter les espaces soustraits aux espaces naturels et agricoles.

Le SCOT prévoit d'accueillir d'ici 2024, 7 500 logements supplémentaires dont 5 287 logements soit 81 % seront produits à l'intérieur des espaces déjà urbanisés de l'ensemble du territoire.

Les objectifs de recentrage de l'urbanisation seront tenus par la production à minima de 54 % des logements totaux (4 065 logements) au sein des enveloppes de l'agglomération urbaine, du pôle de Wimereux et les enveloppes des centre-bourgs de Desvres et Samer.

Le SCOT en accompagnant le développement permet de réduire la consommation foncière dédiée à l'habitat de 34 ha/an par rapport au scénario antérieur pour atteindre 9,4 ha/an, soit une réduction par 4.

La proposition d'un maillage des espaces économiques, relevant d'une hiérarchie selon les fonctions identifiées (d'intérêt de territoire, d'intérêt intercommunal ou local) contribue à clarifier la vocation future des espaces. Tout comme pour les espaces dédiés à l'habitat, le SCOT adopte la posture de minimiser les prélèvements fonciers en :

- en optimisant le foncier économique existant : le renouvellement progressif des zones d'activités, la densification des parcelles construites en zones d'activités, la mutation des friches industrielles et la localisation de l'immobilier au cœur du tissu urbain. Sur les emprises portuaires, la conversion du foncier existant pour accompagner la mutation et le développement des activités maritimes permettra d'éviter la consommation d'espaces.
- En limitant les extensions des zones d'activités actuelles et futures.

Pour ce qui relève du développement de la filière touristique, le SCOT harmonise la répartition des nouveaux hébergements et équipements sur le territoire, en s'attachant à doter l'arrière-pays en capacité d'accueil par la valorisation du patrimoine bâti existant et en prescrivant des formes plus denses.

### ► Les incidences négatives

Bien que le SCOT adopte un point de vue environnemental fort en priorisant l'urbanisation dans les sites à renouveler et les parcelles non occupées insérées dans le tissu urbain, ces mesures de conditionnement de l'urbanisation ne suffiront pas à répondre aux besoins nécessaires en logements de la population et aux besoins requis pour le développement des activités économiques.

Selon les scénarios de densification appliqués, des extensions des enveloppes urbaines seront nécessaires :

- 28 % des logements du territoire seront produits hors des enveloppes urbaines de pôles, villages et hameaux de plus de 30 habitations ;
- 113 ha d'espaces agricoles et espaces naturels seront prélevés et quasi exclusivement agricoles ce qui équivaut à 0,4 % de la SAU (RGA 2010).

Les objectifs de consommation économique seront augmentés de 2 ha/an par rapport à la période précédente pour atteindre une consommation annuelle de 13 hectares. Ces objectifs, supérieurs aux besoins actuels, se justifient par l'ambition de renforcer l'attractivité économique du territoire.

Si le SCOT a identifié au sein de l'armature économique les secteurs potentiels pour les parcs d'activités de fonction supérieure, l'ouverture ou l'extension de zones d'activités légères de moins de 5 hectares relèvent des PLU intercommunaux. Ce qui limite la lisibilité et la localisation à 12 ans des consommations réelles des espaces agricoles et naturels.

Les risques de mitage et de multiplication des activités économiques légères et artisanales peuvent générer une sur-consommation foncière des espaces agricoles par rapport aux objectifs prévisionnels du SCOT (13 hectares / an).

Sur le plan économique, il est probable que le développement d'équipements et logements liés à la filière touristique accentuent la pression et la consommation foncière sur le littoral. La production du segment des résidences secondaires sera à elle seule augmentée de 0,5% par an.

Les prélèvements sur les espaces naturels et agricoles sont donc estimés à 308 hectares dont 113 hectares dédiés à la production de logements et 159 hectares affectés à la création ou extension de zones économiques, tertiaires et commerciales et 36 ha affectés aux équipements et infrastructures.

### ► L'atténuation des impacts

Le SCOT a défini des mesures visant à être le moins impactant possible, conscient que le projet a des conséquences environnementales.

Pour réduire les impacts sur les espaces naturels et agricoles, le SCOT a défini des enveloppes urbaines à l'intérieur desquelles l'urbanisation doit se réaliser prioritairement ; les extensions devant être justifiées au regard d'études paysagères, de viabilité des exploitations agricoles, de maintien de la conformité des silhouettes villageoises ; des densités minimales s'imposent également aux extensions à vocation d'habitat.

Pour les communes relevant de la loi littoral, l'extension de l'urbanisation est limitée et justifiée dans les espaces proches du rivage, des coupures d'urbanisation classées en zones naturelles ou agricoles et localisées par le SCOT maintiennent des espaces libres de toute urbanisation.

Les espaces réservoirs de biodiversité, sont protégés et n'admettent que des aménagements légers. Leur protection peut être renforcée par une extension du zonage afin d'instaurer un périmètre tampon entre les abords urbanisés et naturels.

Pour les espaces présentant un intérêt bocager certain, les projets d'aménagement justifient d'une expertise de biodiversité et maintiennent les continuités écologiques.

## B Incidences de l'augmentation de la production de logements, des équipements, services, espaces économiques sur la trame verte et bleue et les richesses paysagères

### ► Le projet et les objectifs du SCOT

Le SCOT a défini un projet et des orientations qui maintiennent le niveau de préservation des espaces naturels et leur intégration au sein de la trame écologique du territoire.

Sont inclus dans cette trame, les grandes structures du paysage : coteaux, plateaux littoraux et arrière-littoraux, bocage, vallées, milieux dunaires, grands ensembles forestiers.

Le SCOT prend en compte le paysage dans son ambition de lutter contre sa banalisation, de le gérer, de le mettre en valeur et de traiter qualitativement les paysages de proximité (entrées de ville, opérations au sein des villages et hameaux).

### ► Les incidences positives

Le SCOT a identifié et cartographié les milieux naturels d'intérêt majeur sur le plan écologique et renforce leur niveau de protection : soit en créant la possibilité d'étendre le zonage de protection en créant des zones tampons, soit en conditionnant l'urbanisation à leurs abords à des expertises écologiques.

Le SCOT autorise des aménagements légers permettant à la fois une fréquentation canalisée du public et l'amélioration de la découverte et des circulations. Les aménagements se font sous réserve de la capacité de ces espaces à supporter un certain niveau de fréquentation.

Le SCOT renforce donc la notion de connaissance et de pratique des milieux en répondant ainsi aux attentes des habitants mais aussi établissant la notion d'approfondissement diagnostique des éléments naturels (espaces bocagers d'intérêt, zones humides...).

Au-delà des objectifs chiffrés de consommation foncière, le SCOT prescrit des modes d'urbanisation qualitatifs et durables qui permettront de rétablir la situation précédente.

La restauration du maillage biologique intégrant l'infrastructure urbaine ou villageoise permet de ramener la nature en ville ou permettre les continuités. Ces ensembles de mesures ont des incidences positives : sur la santé des populations, sur la régulation climatique dans les espaces urbains, sur la perméabilité de l'espace urbanisé pour la biodiversité locale.

L'autre mesure importante est l'identification de «continuités vertes et bleues» reliant les espaces protégés. Le SCOT permet de donner une vision d'ensemble et territoriale. La continuité de la trame verte d'agglomération avec le reste du territoire via les corridors aquatiques telle que la Liane, en est un exemple.

Le SCOT exprime clairement la protection des corridors. Il vise à limiter leur fragmentation ainsi que celle des espaces naturels et rend les PLU garants de cette préservation :

- Les éléments agricoles situés au sein des corridors sont préservés de l'urbanisation par leur classement. Dans une finalité plus générale, le maintien de ces éléments bocagers et de l'agriculture d'élevage contribue la biodiversité, à la limitation des ruissellements superficiels et à l'érosion des sols. Les terres agricoles peuvent constituer des zones tampons en lisières de forêt. La préservation de celles situées autour de l'enveloppe urbaine de l'agglomération, permet également de conserver pour le futur des opportunités pour le développement d'une agriculture de proximité liée au bassin de consommation.
- Pour les infrastructures ou aménagements susceptibles de s'implanter au cœur de ces continuités, le SCOT demande une justification quant au maintien de la biodiversité et impose via les PLU le rétablissement de la perméabilité biologique ou l'atténuation des fragmentations lorsque des ruptures sont créées.

D'autres mesures contribueront à des incidences positives sur l'environnement. Elles sont liées à la protection du littoral :

- identification et délimitation des espaces remarquables,
- urbanisation limitée dans les espaces proches du rivage,
- extension de la bande des 100m,
- définition des coupures naturelles d'urbanisation mais aussi à la consommation foncière (optimisation du foncier économique existant),
- utilisation du gisement foncier dans les enveloppes urbaines,
- densification des opérations d'habitat.

Le SCOT préserve les paysages naturels et bâtis par des prescriptions qui auront des incidences positives, il énonce :

- La limitation de l'urbanisation par des principes de recentrage, de lutte contre l'urbanisation dispersée et d'une application de la loi littoral visant à limiter l'urbanisation,
- L'affirmation et la préservation de grandes coupures naturelles et agricoles, visant à maintenir des espaces de transition entre l'urbain et le rural et entre villages,
- L'édiction de règles par entités paysagères visant à maintenir des ouvertures sur le paysage : préservation sur les vues lointaines, maintien de longues séquences non urbanisées le long des voies, préservation des fenêtres maritimes, préservation des percées visuelles sur la campagne par un travail sur l'orientation des bâtiments et la limitation des fronts bâtis dans les paysages ruraux,
- La maîtrise du paysage urbanisé : maintien des silhouettes villageoises, intégration des paramètres topographiques et paysagers dans la détermination des zones en extension, intégration des constructions dans la pente, aménagement des séquences commerciales, gestion de l'affichage publicitaire, intégration des zones d'activités économiques, interdiction d'urbanisation sur les monts majeurs et limitation sur les lignes de crêtes,
- Le maintien des éléments identitaires : le SCOT a identifié des enjeux concernant l'identité des communes : la préservation des auroles bocagères comme socle d'aménagement des

villages, le respect des formes villageoises (villages de plateau, en fond de vallée, en pied de coteau, en lisière de forêt) mais aussi de façon plus globale le maintien l'agriculture d'élevage comme gage de protection des paysages identitaires.

### ► Incidences négatives

Certains projets d'infrastructures pourront impacter les milieux naturels et paysagers par prélèvement des emprises, par effet de coupure des liaisons biologiques ou des entités paysagères ou par diminution de la biodiversité des espèces :

- Les déviations des centre-bourgs sont au premier rang des aménagements routiers les plus impactants.
- La création ou l'extension d'espaces économiques dont les localisations sont cartographiées dans l'armature économique du DOO.
- Le développement de sites aquacoles pouvant induire l'introduction involontaire d'espèces exogènes qui pourraient entraîner des risques vis-à-vis d'espèces locales (compétition avec les espèces locales avec des possibilités de rompre les équilibres existants) ;
- Le projet urbain assurant l'interface entre la ville et le port : l'extension du port de plaisance, la création d'une place urbaine et d'opérations de logements accroîtront l'artificialisation des berges (aménagements, voiries) et leur fréquentation par le public.
- La création de zones d'aménagement concertées sur les communes littorales et périurbaines qui concentreront l'habitat.

La densification des espaces urbanisés auront une incidence sur la qualité et le volume des eaux de ruissellement rejetées dans le milieu naturel. Cette problématique est aiguë sur le territoire puisque les incidences sont directes en terme d'inondation. La maîtrise des volumes des eaux de ruissellement risque donc de ne pas trouver de traduction suffisamment efficace pour le territoire.



## ► Mesures d'atténuation

La question de l'urbanisation aux abords des liaisons vertes, aquatiques et à proximité des espaces naturels à haute valeur écologique fait l'objet de mesures applicables dans les PLU. Elles visent à maintenir une distance minimale d'urbanisation, garante de la perméabilité biologique et d'une gestion des berges.

L'impact de l'imperméabilisation des sols peut être réduit en inscrivant la biodiversité au cœur des techniques de gestion des eaux. Le DOO recommande de privilégier une gestion de l'eau à la parcelle afin de réduire les volumes d'eaux s'écoulant vers l'aval soit par infiltration ou par stockage temporaire pour les opérations supérieures à un hectare.

Quant aux infrastructures, le DOO intègre la recommandation d'intégrer les axes routiers dans le paysage. Il prescrit des critères de développement durable pour la créations de nouveaux parcs d'activités (obligation d'une intégration paysagère et architecturale, d'une approche environnementale).

Une analyse écologique des sites aquacoles sera intégré au projet.

## C | Incidences sur la consommation énergétique et des émissions de gaz à effet de serre

### ► Le projet et les objectifs du SCOT

Le PADD se donne un triple objectif :

- déterminer les conditions pour réduire les émissions de gaz à effet de serre,
- maîtriser les consommations énergétiques,
- favoriser la transition vers d'autres énergies afin de réduire sa dépendance aux énergies fossiles.

Il l'affirme par :

- La restructuration de son armature urbaine qui conduit à concentrer l'urbanisation sur des polarités équipées en services et contribue à réduire les déplacements dispersés et les émissions de gaz à effet de serre.
- En s'orientant vers un modèle de développement urbain et économique plus denses
- Une politique de déplacements favorisant les déplacements volontaires et alternatifs à la voiture,
- Le développement de nouvelles formes de production de l'énergie valorisant les ressources locales.

### ► Les incidences positives

Le SCOT a des incidences indirectes sur les consommations énergétiques :

- En densifiant l'habitat dans les zones desservies par les transports en commun et autour des points nodaux d'échanges, en luttant contre la dispersion de l'habitat par l'interdiction l'extension de formes isolées éparses et enfin en créant de petites zones d'activités légères privilégiant l'emploi de proximité sur le territoire. Ces mesures permettront la réduction des déplacements,
- En conservant le réseau ferré dans l'optique d'une augmentation des coûts énergétiques qui induirait de fait des reports modaux de la voiture vers les transports collectifs,



- En imposant la densification des extensions urbaines, le recentrage de l'urbanisation sur les villages et polarités plus propices à favoriser la création de réseaux de chaleur plus performants sur le plan énergétique,
- En proposant la mise en place de véritables politiques de soutien des filières liées au développement durable issue de la valorisation des ressources locales : bois, vent, énergie solaire, valorisation des déchets industriels.
  - Le SCOT incite à l'utilisation des énergies renouvelables dans les opérations d'aménagement urbain (bois-énergie, co-génération de chaleur à partir de l'incinération des déchets industriels et ménagers, énergie marée-motrice).
- Il autorise l'installation de dispositifs et équipements producteurs d'énergie (photovoltaïque, éolien) mais dans une règle de limitation de surface afin de limiter les impacts sur les espaces agricoles et les paysages. Tel que le mentionne l'état initial de l'environnement, l'énergie éolienne est autorisée dans un périmètre limité au port de Boulogne-sur-Mer et les équipements producteurs de photovoltaïque limités à une surface de 1 hectare. Le développement de ces énergies en toiture sur l'habitat, unités commerciales et agricoles sont encouragés.

Sur les émissions de GES, le SCOT prescrit la limitation des sources émettrices que sont les transports de marchandises et la circulation automobile :

- Par la promotion de déplacements volontaires : voiture partagée, marche, vélo et la création d'infrastructures dédiées (réseau de pistes cyclables, maillage d'aires de covoiturage, centrales de mobilité, aménagement des espaces publics, plateformes d'échanges multimodales à partir des gares du territoire).
- En repensant les modes d'urbaniser : les cheminements piétons et vélos sont organisés entre les lieux d'habitat et les pôles de vie et d'animation (commerces, équipements publics) ainsi qu'au sein des opérations d'aménagement.
- Par le renforcement du maillage en infrastructures numériques et l'instauration d'un schéma des usages et des services : les applications directes dans les secteurs

des services publics, du commerce, de la santé permettront en outre de limiter les déplacements.

- Par la réduction du transport de marchandises et par la promotion d'une agriculture de proximité, privilégiant les circuits courts d'approvisionnement et de commercialisation des denrées alimentaires.

### ► Les incidences négatives

En se donnant un scénario d'attractivité basé sur l'accueil de nouvelles populations permanentes et occasionnelles, il est possible que les besoins en énergie s'accroissent en conséquence.

De même, les évolutions technologiques pourraient engendrer l'émergence de projets de parcs photovoltaïques de petite ampleur, en dessous du seuil de 1ha fixé par le SCOT, générant une consommation foncière.

### ► Mesures d'atténuation

Le SCOT peut inciter les PLU intercommunaux à intégrer une démarche prospective de nouveaux boisements.



## D | Incidences sur la ressource en eau

### ► Le projet et les objectifs du SCOT

Le projet du SCOT prévoit une augmentation de population permanente et touristique qui générera un accroissement des prélèvements sur la ressource en eau et des rejets d'eaux usées.

Au-delà de ces besoins quantitatifs, le SCOT se donne des objectifs de préservation de la ressource et des objectifs de réduction des pollutions issues de l'urbanisation et des pratiques industrielles et agricoles. Ces dernières ont une incidence à la fois sur les eaux de surface et les eaux littorales. La finalité est de permettre le développement de l'activité touristique fortement liée aux activités nautiques, santé et bien-être promulguées par le projet.

Les objectifs du SCOT sont de garantir la qualité de l'eau potable, de préserver la qualité des milieux aquatiques et des eaux côtières mais aussi de gérer les besoins en eau et les approvisionnements futurs. Il affiche une prise en considération complète de la problématique Eau en l'abordant sous ses différents aspects.

### ► Incidences positives

Le SCOT contribue à la préservation de la qualité des milieux aquatiques en instaurant des mesures qui sont complémentaires :

- Il instaure la poursuite de la protection réglementaire des champs captants et points de captage des eaux dans les PLU intercommunaux. Sur ces zones de captage, le SCOT incite à réduire l'utilisation de produits phytosanitaires dans les pratiques culturales agricoles.
- Il contribue également à la protection des bassins versants d'alimentation des captages destinés à l'alimentation en eau potable.
- Il conditionne les aménagements, les constructions et les cultures à la justification, via des études et mesures, de leur non incidence sur la nappe phréatique.
- Il réduit les déversements pollués au milieu naturel par ruissellement des eaux pluviales en limitant les surfaces imperméabilisées et en privilégiant les techniques alternatives de gestion (infiltration à l'échelle du quartier et

collecte ou stockage à l'échelle d'une opération d'habitation) ; cela permet d'éviter d'engorger les dispositifs de traitements des eaux usées. Ces principes permettront de diminuer les incidences sur les eaux douces et littorales, compte tenu des objectifs d'atteinte le bon état des eaux de la directive cadre sur l'eau en 2015.

- Le SCOT répond à la directive ERU en conditionnant les extensions d'urbanisation à l'existence d'un assainissement collectif et leur compatibilité avec la capacité actuelle et potentielle des stations d'épuration. Le SCOT rappelle le contrôle essentiel de la mise aux normes des assainissements non collectifs et des systèmes de traitement des eaux d'origine agricole et la poursuite de l'augmentation des capacités des stations d'épuration.

En terme de gestion des approvisionnements futurs, le SCOT se dote d'une approche globale permettant d'assurer, une gestion optimale des eaux dans le futur et d'anticiper les risques de sécheresse :

- Les zones potentiellement exploitables ou susceptibles de contenir la ressource en eau voient leur urbanisation maîtrisée.
- Il recommande des systèmes de rétention de l'eau le long des cours d'eau par des bandes enherbées afin de recharger la nappe phréatique.
- Il recommande la diversification des ressources par l'établissements d'interconnexion entre les différentes sources du territoire et avec celles des territoires voisins.
- L'impact des activités économiques et services touristiques sont atténués en recommandant la maîtrise des prélèvements sur la ressource par les équipements de loisirs et les hébergements touristiques mais aussi par les industries de transformation halieutique.
- Les PLU définissent les mesures permettant d'économiser l'eau dans leur règlement pour les nouvelles constructions et rénovations.

### ► Incidences négatives

Le SCOT n'a pas d'incidences négatives notables liée à la ressource en eau. L'augmentation prévisionnelle de la population occasionnelle et permanente ne sera pas significative au point de compromettre la ressource. Dans l'hypothèse de sécheresses prolongées, le SCOT anticipe la création d'interconnexions avec les territoires voisins. Il recommande également l'utilisation de l'eau de qualité industrielle dans les secteurs économiques afin de limiter les prélèvements.

# E | La prise en compte des risques naturels et industriels

## ► Le projet et les objectifs du SCOT

Les objectifs clairement affichés du SCOT sont de ne pas accroître la vulnérabilité des populations et du territoire aux risques auxquels ils sont soumis; Le SCOT prend en compte les risques littoraux d'érosion côtière et de submersion marine et préconise l'adaptation de l'urbanisation aux risques d'inondation et aux mouvements et glissements de terrain.

Le SCOT prescrit que les PLU intègrent les servitudes des Plans de Prévention des Risques d'inondations et les complètent sur certains secteurs précis.

## ► Incidences positives

Compte tenu des scénarios climatiques qui prévoient une accentuation des phénomènes côtiers, le SCOT permet une anticipation des risques auxquels sont exposés les biens et les personnes :

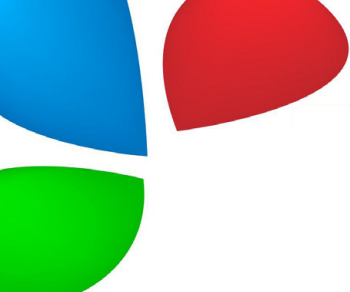
- En visant à réduire l'urbanisation à proximité des côtes. Le SCOT prescrit la possibilité d'une extension de l'inconstructibilité au-delà de la bande des 100 mètres, lorsque les zones rouges des Plans de Prévention des Risques se prolongent. Cinq zones à falaises ont été identifiées.
- Il autorise des reculs d'urbanisation sur les secteurs nord et sud de l'agglomération, lorsque les techniques de protection ne trouvent pas leur efficacité. Cela permet en outre d'éviter des modifications des plages liées aux ouvrages.
- Le SCOT fait également le choix de proscrire l'urbanisation sur les secteurs où il est plus favorable de laisser le fonctionnement naturel de la mer aller.
- Il prescrit de renforcer la résistance côtière sur les secteurs à concentration humaine.

Le SCOT recommande une série de mesures pour prévenir le risque d'inondation :

- La maîtrise des eaux de ruissellement et des débits :
  - Le SCOT préconise une gestion des eaux pluviales à l'échelle de la parcelle afin de réduire les volumes d'eau s'écoulant à l'aval. Il recommande aux documents d'urbanisme d'imposer des limitations d'imperméabilisation des sols pour tout projet d'aménagement ou de réhabilitation supérieur à 1ha (définition de coefficients, débit de ruissellement).
  - Le SCOT propose des mesures conséquentes pour déterminer les secteurs fortement concernés par le ruissellement pluvial à travers la réalisation de plan de zonage et mentionne que les rejets d'eaux pluviales dans le réseau unitaire devront être exceptionnels et justifiés.
  - Le maintien des haies bocagères prescrit par le SCOT a pour incidence de stocker les eaux de ruissellement tout comme les zones humides dont le SCOT prescrit un inventaire détaillé dans les documents d'urbanisme.
- L'adaptation des constructions et infrastructures au risque d'inondation. Le SCOT prescrit l'obligation pour les infrastructures de transport de permettre l'écoulement des crues et la possibilité dans les zones d'aléas faibles d'adapter l'urbanisation par des formes urbaines et des techniques innovantes.
- L'interdiction d'urbanisation dans les zones d'expansion des crues.

En outre, le SCOT prescrit aux communes d'intégrer les problématiques liées à ce risque dans les documents de planification et de les compléter sur les secteurs bien précis.

Concernant le risque de mouvements et glissements de terrain, le retrait gonflement des argiles, le SCOT prescrit des mesures préventives voire restrictives qui visent à adapter les techniques constructives pour réduire la vulnérabilité et la prise en compte des niveaux d'aléas dans la définition des zones futures d'urbanisation.



Pour les risques technologiques, le SCOT renvoie pour partie à la responsabilité de l'Etat. Sur la question nucléaire, le territoire est placé sous impact direct de deux centrales.

Le SCOT n'apporte aucune orientation réglementaire supplémentaire à celles contenues dans les documents d'urbanisme et portés à connaissance par l'Etat.

Pour les établissements dont les installations sont soumises à autorisation, le SCOT impose la prise de mesure adaptées quant aux pollutions présentes ou présentant un risque.

### ► Sols et sous-sols

Le sol et les sous-sols constituent une ressource indéniable dont l'affectation doit être déterminée précisément. Le SCOT prescrit des mesures visant à préserver la qualité des sous-sols voir à la restituer lorsque elle a été impactée par des activités l'altérant. Ce principe vise à la fois à optimiser le capital foncier du territoire pour le réaffecter à des habitats naturels, des fonctions agricoles ou lorsque cela est possible à servir les orientations d'une urbanisation plus compacte permettant de réduire la consommation des sols.

### ► Incidences négatives

Le projet prévoit une augmentation des surfaces à urbaniser compte tenu des besoins en développement, ce qui peut induire une augmentation de l'imperméabilisation des sols et du risque d'inondation. Ces deux phénomènes peuvent être réduits par la mise en place de techniques alternatives de gestion des eaux pluviales. En outre ces mesures de gestion restent de l'ordre des recommandations, et non une obligation à faire.

## F | Incidences sur la gestion des déchets

Les collectivités ont su mettre en place des politiques et infrastructures de collecte, traitement et valorisation qui correspondent globalement aux besoins. La montée constante de la production des déchets ménagers a conduit les collectivités à se donner un objectif d'infléchissement de la production de déchets ménagers avec la promotion du compostage individuel et l'étude de la mise en place d'une ressourcerie.

Même si les différents sites de traitements permettent une bonne gestion des déchets industriels, l'enfouissement reste important et la valorisation un enjeu futur dans la réduction des quantités.

On relève 23 anciennes décharges sur l'ensemble du périmètre du SCOT, dont 4 de classe 1 parmi lesquelles une décharge d'enfouissement de déchets nucléaires. Elles appellent à la mise en place de mesures de gestion, car elles constituent de véritables nuisances pour l'environnement.

### ► Le projet et les objectifs du SCOT

La gestion des déchets ménagers s'inscrit dans le Plan Départemental de Prévention et de Gestion des Déchets Ménagers et assimilés (PREDMA). Les orientations du SCOT prennent en compte l'ensemble des objectifs d'amélioration de la gestion des déchets.

### ► Incidences positives

Les incidences du SCOT sur la gestion des déchets seront mineures car elles dépendent des collectivités compétentes et de leurs politiques.

Le SCOT encourage néanmoins la réduction des déchets directement auprès des émetteurs, que ce soit les particuliers ou les industriels.

Il incite également à une valorisation et autorise les unités de valorisation énergétiques sur le territoire afin de développer l'écologie industrielle.

Le SCOT recommande l'identification par les documents d'urbanisme des sites potentiels de tri, recyclage, stockage et de valorisation de façon à adapter les infrastructures aux besoins du territoire mais n'apporte pas de plus-value par des prescriptions encadrant les conditions d'implantations afin d'éviter des impacts sur les zones naturelles ou agricoles.

Le SCOT apporte une réelle plus value en interdisant toute nouvelle décharge sauvage sur le territoire du SCOT et en instaurant le maintien d'espaces inconstructibles aux abords et sur des décharges actuelles ou anciennes. Il renvoie leur inscription dans les servitudes des PLU intercommunaux.

### ► Incidences négatives

Le projet du territoire affirme la volonté d'augmenter l'attractivité et d'accueillir plus de population permanente et occasionnelle, ce qui peut générer une augmentation de la production des déchets si la politique de sensibilisation n'est pas renforcée.

## G | Incidences du SCOT sur les sites Natura 2000

Le territoire du SCOT est concerné par 7 sites Natura 2000 :

- ▶ 6 zones spéciales de conservation (ZSC- Directive Habitats)
  - Les falaises et dunes du Wimereux, l'estuaire de la Slack,
  - La forêt d'Hardelot et les falaises d'Equihen,
  - Les pelouses et bois de la cuesta sud du Boulonnais
  - Les forêts de Desvres et de Boulogne et le bocage du Bas -Boulonnais
  - le Coteau de Dannes
  - la Baie de la Canche (partie Dannes)
- ▶ 1 zone de protection spéciale (ZPS- Directive Oiseaux) : le Cap Gris Nez (partie Wimereux)

Trois sites disposent d'un DOCOB approuvé : Les pelouses et bois neutrocalcicoles des cuestas du boulonnais et du pays de Licques et forêt de Guines (Natura 2000 NPC012), les Pelouses et bois neutracicoles de la cuesta sud du Boulonnais (Natura 2000 NPC011), et les Falaises et Dunes du Wimereux, estuaire de la Slack, Garenne et communaux d'Ambleteuse-Audresselles (Natura 2000 NPC006),

L'article R 122-2 du code de l'Urbanisme mentionne que les Schémas de Cohérence Territoriale font l'objet d'une évaluation environnementale dans leur rapport de présentation et exposent les problèmes posés par l'adoption du schéma sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées aux articles R 414-3 à R414-7 du code de l'environnement ainsi qu'à l'article 2 du décret 2001-1031 du 8 novembre 2001 relatif à la procédure de désignation des sites Natura 2000.

### ▶ Présentation détaillée de chaque site

***SIC Falaises et Dunes du Wimereux, estuaire de la Slack, Garenne et communaux d'Ambleteuse-Audresselles***

#### **Descriptif du site**

SIC : FR 3100479 depuis avril 2002. Le périmètre de ce site concerne les communes de Wimereux et Wimille dans le périmètre du SCOT et les communes d'Ambleteuse et Audresselles de la Communauté de Communes de la Terre des Deux Caps (hors SCOT du Boulonnais)

#### **Intérêt écologique du site et éléments de vulnérabilité**

Ce site rassemble les principaux types de côtes qui caractérisent le littoral boulonnais : falaises de sable et argiles, système de dunes, estuaire, marais, prairies.

L'estran rocheux développé au pied de la falaise argileuses, de la Pointe aux Oies comporte une des plus intéressante zonation d'algues marines du nord de la France.

Même si la conservation des habitats peut être jugée satisfaisante, la pérennité des systèmes observés dépend en grande partie d'une gestion humaine active ; autant une fréquentation modérée est compatible avec le maintien des pelouses du site, autant une surfréquentation combinée à des conditions climatiques difficiles (vent, manque d'eau , sel) pourrait entraîner la disparition en haut de la falaise de la richesse végétale qui compose le tapis herbacé et favoriser les phénomènes d'érosion de la falaise. La canalisation du public en dehors de ces zones sensibles est essentielle.

Les objectifs prioritaires du Docob sont d'intervenir sur les dunes de la Slack et le site de la Pointe aux Oies.

Pour les Dunes de la Slack, l'objectif est de gérer les habitats présentant un enjeu fort sur ce secteur et protéger les espèces concernées par la directive (Liparis de Loesel, Triton crêté, Ecaïlle chinée) : favoriser l'extension et la diversification floristique des pelouses des dunes grises et des bas-marais des pannes par un débroussaillage des dunes à argousiers et des fauches exportatrices, entretiens des mares, déboisement des plantations artificielles de pins pour favoriser le retour des bétulaies, création de clairières.



Pour le site de la pointe aux Oies, l'objectif est d'améliorer l'état de conservation des habitats d'intérêt communautaire et d'étendre de manière importante la surface des pelouses aérolines et des dunes grises au niveau de la grande parcelle pâturée et en haut de falaise. Les mesures de gestion préconisées sur ce secteur sont de réaliser des fauches exportatrices en complément du pâturage extensif.

### ***SIC Forêt d'Hardelot et Falaise d'Equihen, Estuaire de la Canche, Dunes picardes plaquées sur l'ancienne falaise***

#### **Descriptif du site**

SIC : FR3100480 depuis avril 2002. Le périmètre de ce site concerne les communes de Condette, Dannes, Neufchâtel-Hardelot, Equihen-Plage, Le Portel dans le périmètre du SCOT et les communes de Camiers, Etaples, Lefaux de la Communauté de Communes Mer et Terres d'Opale (hors SCOT du Boulonnais)

#### **Intérêt écologique du site et éléments de vulnérabilité**

Ce site présente un intérêt spécifique dans le rassemblement de tous les types de côtes existants sur le littoral Nord de la France et par la diversité d'habitats et de formations géologiques remarquables voir rarissimes en Europe :

- l'estuaire de la Canche ayant conservé une rive nord (hors périmètre SCOT),
- les dunes contemporaines et anciennes plaquées sur la falaise de craie du Mont Saint Frieux, abritant des habitats les plus précieux des xérosères dunaires nord-atlantiques,
- la falaise de grès, argiles et marnes d'Equihen, deuxième plus remarquable exemple à l'échelle française après le site du Cap Gris Nez, abritant des pelouses et bas-marais
- la forêt domaniale d'Hardelot et les végétations alluviales du Ruisseau de la Becque (Forêt domaniale d'Écault) et du Ruisseau de la Marenne (marais tourbeux).

Ce vaste éco-complexe littoral se compose d'une diversité d'habitats relevant de la Directive, ou considérés comme rares et menacés à l'échelle nationale. L'état de conservation de ces habitats est très variable.

Les pressions humaines et touristiques demeurent très fortes et certaines pratiques et aménagements anciens risquent d'altérer durablement voir faire disparaître certains habitats :

- sur le système dunaire, la diversité et l'originalité des végétations hygrophiles sont dépendantes du niveau de qualité des eaux de la nappe phréatique superficielle ou de la craie,
- les pelouses dunaires sont sensibles au piétinement,
- les forêts sur sable des dunes anciennes sont perturbées par les boisements artificiels.

### ***SIC Coteau de Dannes et de Camiers***

#### **Descriptif du site**

SIC : FR3100483. depuis mars 2001. Le périmètre de ce site concerne la commune de Dannes, Neufchâtel-Hardelot dans le périmètre du SCOT et les communes de Camiers et Widehem de la Communauté de Communes Mer et Terres d'Opale (hors SCOT du Boulonnais)

#### **Intérêt écologique du site et éléments de vulnérabilité**

Le site se compose d'une falaise crayeuse avec des séquences de coteaux abrupts occupés par des pelouses d'influence maritime.

Une mosaïque de pelouses calcicoles et particulièrement un type d'habitat unique en France forment avec les pelouses de Douvres et de Scandinavie une unité particulière : les pelouses calcicoles du Nord de l'Europe.

L'intérêt écologique de ce site, est également porté par la présence d'espèces végétales protégées et rarissimes en France : la Gentiane amère et l'Euphrase Tetraquetra.

Le maintien des habitats pelousaires nécessitent le maintien ou la restauration d'un pâturage ovin extensif ou la gestion humaine (fauche).

Les éboulis crayeux doivent être préservés des risques de dépôts agricoles organiques, tout comme les prairies sommitales et talus boisés doivent être des espaces tampons vis-à-vis des engrais et produits phytosanitaires utilisés dans les cultures du plateau.

## ***SIC Pelouses et bois neutracicoles de la cuesta sud du Boulonnais***

### **Descriptif du site**

SIC : FR3100484 depuis avril 2002 et Zone Spéciale de Conservation (ZSC) depuis le 13 avril 2007. Le périmètre de ce site concerne les communes de Courset, Desvres, Halinghen, Longfossé, Lotinghen, Menneville, Nesles, Samer, Saint Martin Choquel, Viel Moutier, Verlincthun, Tingry dans le périmètre du SCOT.

### **Intérêt écologique du site et éléments de vulnérabilité**

Ce site présente deux séries de pelouses calcicoles particulières de la partie sud de la boutonnière et un intérêt paysager des plus remarquables sur le bocage du Bas-Boulonnais.

Sur le plan floristique, ces habitats abritent une mosaïque de communautés végétales diversifiée et originale : cortège de Gentiane amère, diversité orchidologique. Le manteau forestier précédant la hêtraie-frênaie calcicole rassemble plusieurs espèces : Sénéçon, Sorbier, Euphorbe, Trèfle rouge.

Si l'état de conservation des habitats forestiers est satisfaisant, les systèmes calcicoles herbacés présentent des états très variables suivant l'ancienneté de leur abandon, du maintien du pâturage extensif ou de leur intensification (embroussaillage...).

Les possibilités de restauration sur les pelouses majeures par pastoralisme restent grandes à l'aide de mesures agro-environnementales. Ces milieux appellent aussi à une gestion complémentaire (fauche, débroussaillage, gestion forestière sans coupes rases sur les pentes fortes, reconstitution ou préservation des lisières).

Les objectifs prioritaires du DOCOB (avril 2005) sont de gérer les habitats forestiers et les milieux ouverts dans la compatibilité entre les enjeux écologiques et économiques. Les peuplements forestiers ont aujourd'hui une valorisation économique liée à la production de bois de qualité (Hêtre, Frêne, Merisier, l'Erable sycomore, le Chêne selon les types de Hêtraies) et à l'exploitation de bois de chauffage.

La gestion appliquée sur le site jusqu'à aujourd'hui doit être pérennisée et être adaptée pour certaines pratiques : maintien d'un couvert boisé permanent et de la diversité des strates végétales, facilitation des interventions sylvicoles dans les pentes, prélèvements de bois limités, maintien et restauration des pelouses, aménagement à des fins cynégétiques.

## ***SIC Pelouses et bois neutracicoles de la cuesta du Boulonnais et du Pays de Licques et forêt de Guines***

### **Descriptif du site**

SIC:FR3100485. depuis avril 2002. Le périmètre de ce site concerne les communes de Brunembert, Colembert, Longueville, Nabringhen dans le périmètre du SCOT et 9 communes de la Communauté de Communes des Trois Pays (hors SCOT du Boulonnais).

### **Intérêt écologique du site et éléments de vulnérabilité**

Ce site recouvre les coteaux crayeux de la partie nord de la cuesta boulonnaise, et présente un ensemble continu de pelouses, ourlets, fourrés et boisements.

Ces coteaux façonnés par des pratiques pastorales ancestrales offrent, outre leur intérêt culturel et historique indéniable, des habitats rarissimes en Europe comme les pelouses à Serpolet oriental et Fétuque hérissée, des espèces végétales (14 espèces d'orchidées, 5 espèces en danger (EN), 36 espèces menacées (NT), une espèce protégée nationalement (la Gentiane amère)), des insectes entomofaune et 13 espèces protégées de chauve-souris parmi les 21 présentes en région au niveau des blockhaus, lieu d'hibernation : Grand Rhinolophe, Vespertilion des marais, et Vespertilion à oreilles échancrées. 42 espèces d'oiseaux protégées nationalement, 33 inscrites à la convention de Berne et une espèce (la Linotte mélodieuse) menacée nationalement sont recensées sur le site.

L'originalité du site est également conférée par les végétations forestières (hêtraie, chênaie à jacinthe des bois) et les différents stades entre les pelouses et les forêts : ourlets, fourrés, manteaux arbustifs, jeunes futaies, vieilles futaies.



Le seul usage foncier du site est agricole. Cependant, différentes évolutions sont constatées : pelouses pâturées, pelouses abandonnées et boisements ; si son intérêt patrimonial a pu être préservé jusqu'à présent, une tendance à l'embroussaillage du site se manifeste actuellement. L'issue est le remplacement de la pelouse au profit de systèmes arbustifs puis forestiers.

Pour maintenir les pelouses et les espèces végétales et animales associées, une gestion (pâturage, fauche et débroussaillage) est indispensable.

Les objectifs prioritaires du DOCOB (octobre 2009) sont le maintien des pelouses calcicoles et des pratiques extensives, la diversification des prairies de fauche, et le maintien de la surface de hêtraie en garantissant des habitats à chauves-souris.

### ***SIC Forêt de Desvres et de Boulogne et Bocage prairial humide du Bas-Boulonnais***

#### **Descriptif du site**

SIC : FR3100499 depuis mars 2001. Le périmètre de ce site ( 552 ha) concerne les communes de Baincthun, Bournonville, Cremarest, Desvres, Hesdin-Labbé, Longfossé, Wirwignes dans le périmètre du SCOT.

#### **Intérêt écologique du site et éléments de vulnérabilité**

Le site se compose de deux milieux naturels enserrés entre les cuesta crayeuses du haut Boulonnais : un ensemble forestier( Forêt domaniale de Desvres et la forêt domaniale de Boulogne-sur-Mer) et des bocages typiques issus du défrichement des forêts d'origine.

La topographie vallonnée et la géologie du bas boulonnais sont à l'origine d'un réseau hydrographique dense, d'un maillage complexe de forêts-galeries, exceptionnelles à l'échelle régionale.

Ainsi s'expriment divers habitats forestiers originaux ( Aulnaie-Frênaie à Laîches, hêtraie -chênaie à Jacinthe des bois par exemple) auxquels sont associés des communautés végétales intraforestières remarquables, pour la

plupart rares et menacées : lande hygrophile à Callune commune.

Les communautés végétales et forestières sont dépendantes du maintien des écoulements et de l'engorgement des substrats et sont sensibles aux perturbations liées à l'exploitation forestière.

La préservation des nappes superficielles et des sources et résurgences alimentant les ruisseaux impliquant les massifs forestiers paraît importante.

### ***SIC Baie de Canche et Couloir des 3 Estuaires***

#### **Descriptif du site**

SIC : FR3102005. depuis octobre 2008. Le périmètre de ce site (33 306 hectares) concerne le domaine maritime des communes de Dannes dans le périmètre du SCOT, Etaples, Le Touquet, Merlimont, Cuq-Stella, Berck.

#### **Intérêt écologique du site et éléments de vulnérabilité**

Le site est majeur à l'échelle de la façade littorale. Il constitue un complexe d'estuaires et d'estrans vaseux et sableux soumis à la marée et connectés écologiquement. Il joue un rôle essentiel de nurserie de poissons et constitue un site remarquable ou d'importance d'hivernage et d'étape migratoire pour le phoque veau marin et le phoque gris.

### ***Site Natura 2000 Cap Gris Nez***

#### **Descriptif du site**

ZPS- Directive Oiseaux FR 3110085. Ce site exclusivement maritime concerne les domaines de la commune de Wimereux sur le périmètre du SCOT Boulonnais et de Wissant, Audinghen, Audresselles, Ambleteuse jusqu'à la frontière maritime avec le Royaume-Uni.

#### **Intérêt écologique du site et éléments de vulnérabilité**

La désignation de ce site se justifie par la présence de 37 espèces au titre de l'article L.414-1-II du code de l'environnement et de 33 espèces migratoires au regard de ce même article.

## Incidences prévisibles

Le SCOT comporte plusieurs dispositions dont les incidences seront positives sur l'environnement naturel, dont les espaces Natura 2000 :

- la réduction de la consommation de l'espace et le resserrement des constructions au plus près des centres anciens. L'urbanisation sera ainsi la moins impactante possible en terme d'imperméabilisation des sols, d'assainissement, de création de réseaux ;
- le renforcement des protections des sites naturels composant la trame verte et bleue y compris les sites Natura 2000 en reconnaissant certains sites au titre des espaces remarquables définis par l'Article L. 146-6 de la Loi littoral et comme cœur de biodiversité, en complément des autres niveaux de protection,
- Par la prévention des pollutions qui pourront améliorer l'état qualitatif de certains milieux. Les orientations du SCOT inscrivent la préservation de la qualité des milieux aquatiques, des nappes superficielles et souterraines et leur bassin d'alimentation. En ce sens, il garantit la fonctionnalité des milieux.

Le SCOT autorise des projets d'infrastructures et d'équipements d'intérêt général, des zones d'urbanisation, et l'ouverture ou l'extension de zones d'activités, à proximité de zones Natura 2000. Ces projets sont susceptibles d'avoir des incidences directes ou indirectes :

- les déviations des bourgs de Samer, Le Wast, Neufchâtel –Hardelot, et du hameau d'Ecault pour des raisons de sécurité des personnes,
- les créations des zones d'intérêt de territoire de Neufchâtel-Hardelot et de Samer, l'extension de la zone d'intérêt intercommunal d'Alincthun, la construction de la totalité de la zone de Landacres.
- l'extension du port de plaisance de Boulogne-sur-Mer pour augmenter sa capacité d'accueil,
- La création des Zones d'Aménagement Concertée sur le littoral et la zone périurbaine : La ZAC

d'Auvringhen à Wimille, la ZAC Ravel Massenet à Outreau, La ZAC multi-sites de Saint Martin Boulogne, la ZAC de la commune de Baincthun.

La construction de nouvelles infrastructures routières, zones d'activités et l'extension du port de plaisance n'ont pas fait l'objet d'études particulières, mais de telles opérations pourront avoir des incidences potentielles directes ou indirectes par :

- l'augmentation de la circulation routière,
- des pollutions de nature sonore ou des rejets sauvages d'eaux usées, huiles et vidanges de bateaux,
- des risques de pollutions des sols, des eaux superficielles et souterraines par ruissellement des eaux pluviales,
- la perturbation des migrations et des cycles de vie de la faune.

Le SCOT prend des dispositions sur ces projets qui devront faire l'objet d'études d'impact en proposant des mesures d'atténuation et de compensation (qui s'appliquent à tous les espaces protégés du SCOT) :

- Le maintien d'une distance minimale d'urbanisation aux abords des éléments constitutifs de la trame verte et aquatique,
- L'atténuation de l'imperméabilisation des sols et des dispositifs efficaces de traitement des eaux pluviales avant restitution au milieu naturel,
- Des mesures de réduction ou de compensation de la perte de biodiversité,
- Des mesures de préservation ou de restauration des continuités naturelles par des aménagements spécifiques,

Par rapport à cela, lors de la finalisation de la zone d'activités de Landacres située à proximité immédiate des milieux humides composant la forêt de Boulogne-sur-Mer, des mesures compensatoires seront proposées : face aux atteintes indirectes en matière paysagère, des corridors boisés seront créés.

Les projets d'urbanisation d'une certaine importance ont fait d'ores et déjà l'objet d'études d'impacts.

La ZAC Massenet Ravel d'Outreau se situe à une distance de 300 mètres du site FR3100480. Il est relevé la possibilité d'une fréquentation plus importante du site Natura 2000 par les touristes en raison de cette proximité. Ce site déjà ouvert au public ne fait pas l'objet de mesures de réduction ou de compensation.

La ZAC de Baincthun se situe à une distance de 950 mètres de la zone Natura 2000 FR 3100499. Du fait de la distance et de la situation en aval du projet vis-à-vis du site, aucun effet négatif n'est mesuré sur les espèces concernées (chiroptères) et les habitats favorables (haies).

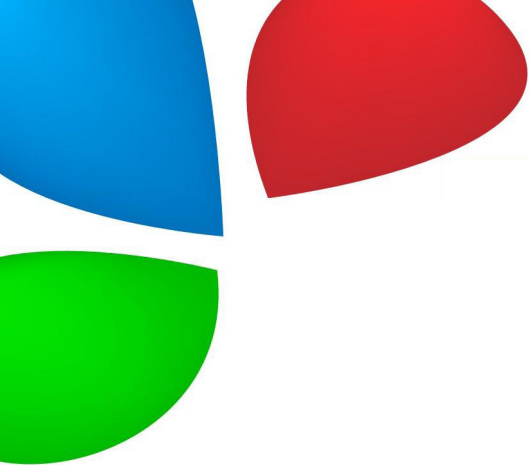
L'utilisation de l'espace par des espèces (chauve-souris) ayant justifié la désignation de ce site Natura 2000 impose toutefois des précautions dans l'aménagement de la ZAC : renforcement des liaisons écologiques est-ouest par la plantation de haies bocagères et espaces verts, création de refuges dans le bâti.

La ZAC de Wimille constitue un carrefour potentiel d'échanges écologiques pour la faune et la flore. Mais la future ZAC est située à 800 mètres de la mer et à plusieurs kilomètres des sites Natura 2000 des Cap Gris-Nez et Blanc-Nez. Leur éloignement par rapport au projet et l'existence d'une urbanisation dense entre ces sites et le projet font que les connexions biologiques seront rendues impossibles. Les habitats ayant justifié la désignation des sites ne seront pas affectés tout comme les espèces qui n'utilisent pas l'espace du projet.

La ZAC de Saint Martin Boulogne aura des incidences indirectes sur les zones Natura 2000. Une étude d'impact en cours de réalisation précisera les éléments d'incidences.

Au-delà des projets conséquents, le projet du SCOT prévoit la structuration de l'offre touristique de nature. Si aucun projet n'est spatialisé sur les sites Natura 2000, il peut toutefois y avoir des incidences indirectes dans la traduction de ses objectifs, qui consistent à augmenter l'offre de nature à destination de la population permanente et touristique et par la même à amplifier la présence touristique sur le territoire.

Pour éviter toute incidence indirecte, le SCOT instaure dans ses orientations, un principe de conditionnalité à l'ouverture des sites : celui de tenir compte de la capacité du milieu à recevoir une pression humaine selon les saisons.



## Les indicateurs de suivi

*Afin de suivre et de mesurer l'impact et le respect des orientations mises en œuvre dans le Scot du Boulonnais, des indicateurs de suivi ont été déclinés selon les trois objectifs énoncés et développés dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable :*

- *Orienter le territoire vers un modèle économique durable et solidaire*
- *Rétablir l'équilibre interne du territoire et promouvoir un territoire solidaire*
- *Affirmer le rayonnement du territoire dans le bassin transfrontalier*

*Cette démarche pro active a pour but d'instituer une dynamique qui permettra une meilleure compréhension et appropriation des enjeux du Scot par l'ensemble des acteurs participant à leurs mises en œuvre.*

*Au total, ce sont près de 150 indicateurs liés aux prescriptions du Document d'Orientations et d'Objectifs. Chaque prescription est, en effet, accompagnée d'un ou plusieurs indicateurs.*

*En complément, un tableau de bord relatif à des indicateurs d'évolution du territoire a été établi. Celui-ci reprend différentes thématiques telles que la démographie, l'environnement ou encore l'habitat et permet ainsi de suivre les préconisations majeures.*

*Dans la mesure du possible, l'ensemble de ces indicateurs sera évalué à l'année d'approbation du Scot qui sera notre temps 0. Afin de faciliter la mobilisation de ces données, les sources relatives à chaque indicateur sont mentionnées dans ce tableau.*

Tableau de bord : indicateurs d'évolution du territoire

ENJEUX	INDICATEURS	SOURCE
<b>Socio démographie</b>		
Maintenir un service de santé performant	Nombre de médecins et spécialistes par commune, offre hospitalière (nbre de lits, d'établissements)	BPE, DRASS
Créer des emplois dans les secteurs prioritaires : l'éducation	Nombre d'élèves et de structures d'enseignement public et privé par commune, nombre d'emplois, taux de scolarisation	BPE, Insee, Ed. Nationale
Diminuer les situations de précarité	Taux de chômage, taux d'activité, revenu moyen des ménages	Insee
Lutter contre la pauvreté	Nombre de personnes percevant le RSA par commune	CAF
Développer l'offre en petite enfance en milieu rural	Nombre de crèches et d'assistances maternelles par commune	Commune
Développer l'offre sportive en milieu rural	Nombre d'équipements sportifs par type et commune, nombre de licenciés	DRDJS, Communes
Connaître les évolutions démographiques	Taux de natalité, mortalité par commune, taille des ménages et CSP	Insee
Accueillir de nouvelles populations	Taux de migration, structure par âge, nombre et taux de croissance par commune	Insee
Constituer un pôle de formation et de recherche reconnu au plan national	Nombre d'étudiants dont part issue d'autres départements, nombre et type de structure et de formation proposée	ULCO, Insee, Ministère
<b>Economie</b>		
Accompagner la mutation de la filière produits de la mer	Nombre d'emplois dans la filière halieutique, nombre d'entreprises	CCI
Développer le commerce ferroviaire	Trafic Fret et tonnage de marchandises	SNCF
Créer des pépinières et ateliers relais	Nombre de pépinières, type d'activité	CA, BDCO
Encourager la coexistence des types d'agriculture	Age des exploitants, nombre d'exploitations selon le type d'agriculture, nombre d'emplois	CA, BDCO
Aider le développement de l'agriculture biologique	Nombre, surface et évolution des exploitations mettant en œuvre une démarche biologique	CA, BDCO
Développer l'agriculture touristique	Part des exploitations pratiquant la diversification par type d'activités	CA, BDCO
Sauvegarder l'agriculture d'élevage	Nombre de têtes selon le type d'élevage, nombre d'éleveurs	CA, BDCO
<b>Transport</b>		
Repenser les stationnements pour les campings cars	Nombre, capacité et localisation des aires de campings car	BDCO
Permettre à tous un développement autonome	Taux de motorisation, nbre moyen de déplacements par jour et par personne	Insee
Aménager les voiries pour les PMR	Part des lignes de bus adaptées aux PMR	TCRB
Mobiliser les facteurs clés de la compétitivité et de l'attractivité	Etude du réseau routier	IGN
Créer un réseau d'aire de covoiturage	Localisation et nombre d'aires de covoiturage	BDCO
Permettre à tous un développement autonome	Nombre de lignes et de bus par jour, fréquentation moyenne	TCRB
Réduire les déplacements	Distance entre le lieu de travail et de résidence	Insee
<b>Commerce</b>		
Développer une économie de la consommation ou économie préventive	Nombre de marchés et secteur d'activités par commune, nombre d'emplois liés au commerce par commune et par type d'activités, dépense commerciale des foyers	CCICO, Insee, Association des non sédentaires
Diversifier le commerce et les modes de consommation	Nombre de commerce non sédentaire par type d'activité et par commune, part de la vente directe dans le domaine alimentaire, évolution du Drive	CAB, CCDS, CCICO, CA
<b>Habitat - Foncier</b>		
Augmenter le nombre d'opérations spécifiques	Nombre de places en hébergement spécifique	Filocom
Réduire le nombre de logements vacants	Taux de logements vacants	Filocom
Ouvrir de nouvelles ZA en milieu urbain et rural	Surface foncière utilisée et disponible pour les nouvelles ZA, localisation, part utilisée, taille moyenne	CAB, CCDS
<b>Energie</b>		
Encourager l'utilisation de véhicules hybrides	Part des véhicules hybrides sur le parc total	Insee
Garantir la qualité de l'eau potable	Qualité de l'eau sur les points de captage pour les nitrates, pesticides, matières organiques oxydables	Agence de l'eau, ARS, CAB, CCDS
Préserver la qualité des milieux aquatiques et des eaux côtières	Mesure de la qualité des boues en sortie de stations d'épuration	Agence de l'eau, PNRMO
Maîtriser les effluents et épurer les eaux usées	Nombre de communes raccordées aux step, capacité nominale des step en équivalent habitant, rendement des step, évolution du réseau séparatif en assainissement collectif	Agence de l'eau, SATESE, CLE, CAB, CCDS
Diminuer l'impact des ordures ménagères sur le climat	Tonnage de déchets par habitant, tonnage recyclé, entou et incinéré, nombre d'actions mises en place par les collectivités chaque année, tonnage de déchets non ménagers (encombrants) et de déchets verts	CAB, CCDS
Développer l'écologie industrielle	Tonnage de déchets produits par les industries, part recyclée dont méthanisation, part enfouie, incinérée	CAB, CCDS
Réduire les déchets agricoles	Tonnage agricole des emballages de produits phytosanitaires et de film plastique	Chambre d'agriculture
Allier commerce et développement durable	Tonnage de déchets produit par les commerces de Boulogne-sur-Mer, taux de valorisation	CAB
Allier habitat et développement durable	Part et nombre de bâtiments de type HQE, BBC ou THPE, consommation d'énergie/habitants	ERDF, CAB, CCDS
Favoriser la transition énergétique du territoire	Quantité d'énergie fossile consommée par habitant, niveau d'émissions de gaz à effet de serre	ERDF
<b>Environnement</b>		
Préserver la qualité des milieux aquatiques et des eaux côtières	Etat des masses des cours d'eau (qualité physico-chimique, biologique et écologique)	Agence de l'eau
S'adapter aux risques d'inondation	Quantité de pluie par mois	Dreal
Tenir compte des risques de submersion marine et d'érosion côtière	Recul du trait de côte	DDTM
Limitier les impacts des apports en eaux continentales	Degré de qualité des eaux de baignade	Agence de l'eau

Modification : 27 juin 2012

# Objectif n°1 : Orienter le territoire vers une économie durable et solidaire

N° de mesure	ENJEUX	PRESCRIPTIONS	INDICATEURS	SOURCE
1	Accompagner la mutation de la filière produits de la mer	Reconquête du lien ville-port, décisions concernant des espaces portuaires	Présence d'un port urbain, nombre d'équipements culturels et de loisir, de logements sur l'espace portuaire	Ville de Boulogne-sur-Mer, CCI
		Favoriser les extensions du port par la création d'infrastructures nouvelles. Etude prioritaire de la gestion dynamique des places, identification des possibilités de mise à l'eau		
3	Soutenir le développement de la filière nautique		Nombre et type des infrastructures créées en extension, nombre de places par type de stockage	CCI, Pas-de-Calais Tourisme
5	Orienter l'agriculture vers des filières énergétiques	Protection et renforcement des haies et boisements principaux	Recensement et surface des haies et boisements principaux	IMOS
6	Maintenir l'organisation urbaine du territoire	Les coupures agricoles et paysagères relèvent d'un principe de constructibilité limitée	Recensement des grandes coupures agricoles à forte valeur paysagère et évolution de l'urbanisation sur ces zones, évaluation de la prise en compte des coupures par les PLU	BDCO, MOS, PLU
7	Favoriser la viabilité des entreprises agricoles	Le Scot privilégiera le maintien de l'agriculture de proximité	SAU totale, Nombre d'exploitations agricoles dont part d'exploitation de proximité et évolution de leur superficie	ASP
8	Développer une agriculture protectrice des paysages	Nombre de parcelles cultivées forment des lisières en bordure de massifs forestiers ou boisés. Ces espaces agricoles feront l'objet d'une préservation.	Recensement et localisation des parcelles cultivées forment des lisières en bordure de massifs forestiers, nombre de parcelles protégées par les PLU	ASP, MOS, PLU
III. Développer l'économie présentielle				
9	Développer les ressources touristiques du territoire	Les équipements de type thalassothérapie, centres sportifs et remisés en forme, infrastructures de loisirs sont autorisés en zone littorale sous compatibilité avec la loi	Nombre de structures de type thalassothérapie, centres sportifs et remisés en forme, infrastructures de loisirs situées en zone littorale	CAB, Communes
10	Aménager durablement l'espace touristique	L'accès à tous les pôles et sites touristiques par différents modes de déplacements ainsi que le stationnement font l'objet de réflexions dans les PLU	Linéaire des différents réseaux de transports reliant les sites et pôles touristiques, localisation et volume des parkings	CAB, communes, délégataire parcs de stationnement
10	Aménager durablement l'espace touristique	L'offre en pistes cyclables et chemins de randonnée pédestre, et équestre est complétée afin de permettre un véritable maillage de l'espace touristique	Linéaire des circuits de pistes cyclables, pédestres et équestres	CAB, CCDS
10	Aménager durablement l'espace touristique	Le Scot permet la réalisation d'équipements et d'hébergements nouveaux afin de compléter l'offre. La diffusion du tourisme vers l'arrière pays est favorisée	Recensement des équipements et hébergements destinés au tourisme, hectares consommés pour le tourisme, capacité d'accueil par foncier consommé	CAB, CCDS, Office du tourisme
10	Aménager durablement l'espace touristique	L'habitat touristique est autorisé dans le respect de la qualité environnementale	Nombre de bâtiments destinés au tourisme de type BBC, HQE	CAB, CCDS
11	Maintenir l'armature commerciale actuelle	Au regard des évolutions démographiques, l'armature commerciale reste inchangée, aucun nouveau pôle commercial n'est autorisé à l'échelle du territoire du Scot	Surface totale de vente des commerces de plus de 300m² par pôle, nombre d'hypermarchés, évolution du nombre de commerces comparée au nombre d'habitants par commune	BDCO, Insee
12	Recentrer l'urbanisation commerciale	L'offre commerciale du centre-ville de BSM est augmentée et diversifiée par l'autorisation de moyennes surfaces, de commerces indépendants de moyenne et gamme supérieure sous réserve que l'immobilier soit adapté.	Nombre de commerces par type d'activités situé en centre-ville de Boulogne-sur-Mer, recensement des locaux vacants	CCICO, BDCO
12	Recentrer l'urbanisation commerciale	L'implantation de commerces de détail dans les quartiers et au cœur du tissu urbain est autorisée	Nombre de commerces de détail dans le tissu urbain et dans les quartiers de Boulogne-sur-Mer	CCICO, BPE
12	Recentrer l'urbanisation commerciale	La création d'une offre nouvelle, culturelle et de loisirs, se réalise principalement sur le centre-ville de BSM	Nombre et localisation de l'offre commerciale dédiée à la culture et aux loisirs, surface totale des commerces de culture et loisir, nombre d'emplois lié à l'offre commerciale culture et loisir	Office du tourisme, CCICO
12	Recentrer l'urbanisation commerciale	L'évolution des stationnements et des flux circulatoires à Boulogne-sur-Mer liée à l'attractivité commerciale, est intégrée et étudiée dans le cadre du Plan de Déplacements Urbains du PLU intercommunal	Nombre de places de stationnement gratuites et payantes à BSM et localisation, taux de rotation, évolution des flux circulatoires	Délégataire parcs de stationnement, CG, BDCO
12	Recentrer l'urbanisation commerciale	L'implantation de nouveaux commerces liée à une offre quotidienne est prioritaire dans les centralités, des centres-villes, centres-bourgs et centres-villages. Ces implantations se réalisent en continuité ou au sein de l'espace urbanisé existant	Nombre de commerce de proximité par commune, évolution de l'artisanat (activité de commerce et services à la personne), nombre de commerce par commune et localisation dans le tissu, nombre de commerces spécialisés et non spécialisés en centre-ville/bourg par commune	CCICO, BDCO
12	Recentrer l'urbanisation commerciale	Dans les zones d'extension villageoise, les nouvelles implantations commerciales sont limitées.	Nombre de commerces en extension par commune rurale	CCICO, BDCO
13	Opérer des rééquilibrages entre pôles commerciaux de périphérie	Le Scot encourage le renforcement de l'offre commerciale des pôles sud et est de l'agglomération boudonnaise. L'extension des périmètres des pôles commerciaux de périphérie est limitée. Il ne sera pas consommé d'espaces agricoles supplémentaires	Nombre et localisation par pôle des surfaces de vente de plus de 300m², surface totale de vente par pôle, évolution de la zone de chalandise, taux de commerces d'enseignes nationales, taux d'évasion commerciale et localisation, nombre et type d'emplois par pôle, chiffre d'affaire par pôle	CCICO
13	Opérer des rééquilibrages entre pôles commerciaux de périphérie	Sur le pôle sud, les extensions du pôle actuel se réalisent par renouvellement urbain de la zone d'activités existante de Resurgat 1. Le renouvellement urbain se justifie par son apport qualitatif, en terme d'offre commerciale et en terme d'amélioration paysagère de la porte d'entrée de l'agglomération et de la ville centre	Nombre de commerces ouverts grâce au renouvellement urbain et localisation, nombre de bâtiments de type BBC/THPE/HQE, part des déchets recyclés liés au commerce de Boulogne-sur-Mer	CCICO, CAB, CCDS
14	Améliorer la synergie entre les pôles commerciaux	L'axe reliant le centre-ville et le pôle sud de l'agglomération fera l'objet d'un traitement particulier une continuité sera instaurée par des modes alternatifs de déplacement ou des systèmes de transport dédiés	Recensement des infrastructures de transports pour relier le centre-ville et le pôle sud	CAB, Conseil Général
15	Affirmer la lisibilité et la vocation des zones commerciales périphériques	Toute nouvelle implantation de commerce de détail dans les zones d'activités économiques est limitée	Superficie des parcelles de zones d'activités économiques mutée en activité commerciale, nombre de commerce par secteur d'activité situé en zone d'activité économique	CCICO, BDCO
16	Articuler le développement commercial au développement urbain	Des opérations mixtes habitat-commerces sont privilégiées afin de favoriser la mixité des fonctions au sein du tissu urbain et de répondre aux objectifs de concentration commerciale	Surface moyenne des commerces par type d'activités et par zone d'habitat, nombre de commerces par opération d'aménagement urbain	CCICO, BDCO, CAB, CCDS



## Objectif 2 : Rétablir l'équilibre interne du territoire et promouvoir un territoire solidaire

N° de mesure	Enjeux Scot	PRESCRIPTIONS	INDICATEURS	SOURCE
<b>I. Produire des logements, des équipements, services accessibles à tous</b>				
17	Produire plus de logements	Les perspectives d'évolution démographique impliquent la construction de 535 résidences principales neuves par an	Nombre de résidences principales construites sur un an	Filocom
17	Produire plus de logements	L'objectif du Scot est d'augmenter la part de résidences secondaires dans les constructions à 8,5%	Nombre de résidences secondaires construites sur un an, emprise et localisation foncière	Filocom, Stadel, CAB, CCDS
18	Répartir les logements sur les pôles principaux	L'objectif annuel de production de logement en résidence principale sera décliné comme suit par chacune des intercommunalités : 78% pour la CAB et 22% pour la CCDS	Nombre de résidences principales construites sur un an pour chaque intercommunalité	Filocom
19	Favoriser la mixité sociale, générationnelle et répartir l'offre en logements sociaux	Le Scot se fixe comme objectif la production de 230 logements sociaux par an soit 2760 supplémentaires en 2024	Nombre de logements sociaux produits sur un an	Filocom, CAB, CCDS
19	Favoriser la mixité sociale, générationnelle et répartir l'offre en logements sociaux	200 des 230 logements sociaux seront construits sur la CAB et 30 sur la CCDS	Nombre de logements sociaux produits sur un an par intercommunalité	Filocom, CAB, CCDS
19	Favoriser la mixité sociale, générationnelle et répartir l'offre en logements sociaux	Toute opération d'urbanisme de plus de 20 logements doit comporter au moins 20% de logement social	Nombre et part de logements sociaux pour chaque opération d'urbanisme de plus de 20 logements par commune	CAB, CCDS
20	Diversifier la production de logements	Augmenter la part du logement locatif et privilégier la production de locatifs aidés et privés	Nombre, type et part de logement locatif	Filocom, Stadel
20	Diversifier la production de logements	Offrir une variété de typologie de logements correspondant aux besoins de tous les ménages	Nombre et part des différents types de logements (locatifs privés, publics / collectif, individuel...)	Filocom, Stadel
20	Diversifier la production de logements	Produire des logements qui s'adaptent au vieillissement	Nombre et localisation des logements accessibles aux personnes âgées, nombre de places et type d'hébergements spécifiques, localisation	CAB, CCDS, CLIC
20	Diversifier la production de logements	Le territoire devra pallier au manque actuel de places en établissements médico-sociaux et anticiper les besoins	Nombre de places et localisation des établissements médico-sociaux	CLIC, Conseil Général
20	Diversifier la production de logements	D'autres types d'hébergement seront développés, notamment l'offre en hébergement, intégré au sein du tissu local	Localisation, nombre de logements (ou autres offres), nombre de logements par programme	CLIC
<b>II. Organiser l'accueil de nouvelles populations</b>				
24	S'adapter aux risques d'inondation	Dans les zones d'aleas faibles aux risques d'inondation, des formes urbaines innovantes permettront d'adapter l'urbanisation	Evolution de l'urbanisation dans les zones d'aleas faibles et types d'habitat	PPRI, CAB, CCDS
25	Se prémunir des risques liés aux mouvements et glissements de terrain	Le risque d'érosion des berges sera limité par l'utilisation de techniques douces, telles que la plantation de bandes enherbées	Aménagements permettant de réduire le risque d'érosion des berges et localisation	Eden 62, Conservatoire du littoral
27	Aléa au retrait-gonflement des sols argileux	Les Plu font apparaître les zones d'aleas dans leur zonage et listent les précautions constructives à prendre	Nombre de PLU faisant apparaître des zones d'aleas au retrait-gonflement des argiles	CAB, CCDS
28	Aménager en prenant en compte la loi littoral	Dans les espaces proches du rivage l'urbanisation est limitée et justifiée	Evolution de l'urbanisation dans les espaces proches du rivage	CAB, Etat
28	Aménager en prenant en compte la loi littoral	Aucune urbanisation nouvelle n'est autorisée dans les coupures d'urbanisation exceptées des infrastructures légères.	Evolution de l'urbanisation dans les coupures d'urbanisation	BDCO
29	Réduire la consommation foncière	De 2013 à 2024, seuls 45 hectares par an seront affectés à la consommation foncière, dont 27 Ha pour l'habitat	Nombre d'hectares consommé par an par type (habitat, économie, autres)	BDCO, Communes
30	Recentrer l'urbanisation, les équipements	L'urbanisation est priorisée dans l'aire centrale avec une création d'opérations par renouvellement urbain privilégié	Nombre de logements total et part produit en renouvellement urbain sur le territoire et sur l'aire centrale	CAB, CCDS
30	Recentrer l'urbanisation, les équipements	Des activités tertiaires sont introduites dans les opérations mixtes situées dans le tissu urbain très dense	Nombre d'activités tertiaires, part d'activités tertiaires dans le tissu urbain très dense	CCI, CAB
30	Recentrer l'urbanisation, les équipements	Les communes mal desservies ou non desservies par les TC doivent faire l'objet d'une urbanisation limitée	Evolution de l'urbanisation dans les zones mal ou pas desservies par les TC	CCDS, CAB, TCRB
31	Mobiliser le renouvellement urbain	13% des résidences principales seront produites par renouvellement urbain	Part des résidences principales produites par renouvellement urbain	CAB, CCDS
32	Privilégier les principaux sites de renouvellement urbain	Les principaux sites de renouvellement urbain sont à vocation dominante d'habitat avec une possibilité de mixité commerces et services	Nombre de logements produits par site, part de l'habitat, du commerce et des services par site	CAB, CCDS, BDCO
33	Utiliser les terrains non occupés au cœur des tissus existants	24% des résidences seront produites sur le foncier non occupé sur la CAB et 7% sur la CCDS	Part des logements produits par gisement foncier par interco	CAB, CCDS
35	Conditionner le développement des villages	L'épaississement de l'enveloppe urbaine se fait dans le respect de la silhouette historique du village	Evolution par commune de l'urbanisation dans les enveloppes urbaines	Communes
36	Limiter la construction dans les hameaux	Seuls les hameaux comprenant au minimum 30 habitations peuvent s'urbaniser	Evolution de l'urbanisation et cartographie parcellaire des hameaux de plus de 30 habitations	Communes, CAB, CCDS
36	Limiter la construction dans les hameaux	Les hameaux comportant moins de 30 habitations se développent par renouvellement ou réhabilitation du tissu existant	Evolution de l'urbanisation et cartographie parcellaire des hameaux de moins de 30 habitations	Communes, CAB, CCDS
38	Interdire le développement des formes isolées et de l'urbanisation spontanée	Aucune nouvelle forme d'habitation ne peut s'adjoindre aux formes isolées et spontanées	Recensement de forme d'habitat isolé ou spontané et évolution du parcellaire conexe	Communes, CAB, CCDS
39	Répartition les extensions urbaines	53% des logements nouveaux sur la CAB seront en extension et 60% sur la CCDS	Part des logements en extension par intercommunalité	CAB, CCDS
40	Adapter la densité aux différentes formes urbaines	cf densité détaillée	Densité et situation géographique de chaque nouvelle opération d'aménagement de plus de 5000 m² de Surface de blancher	CAB, CCDS
40 bis	Favoriser la densité aux abords des gares	A proximité des gares, les opérations à caractère mixte doivent atteindre une densité minimale de 60 logements à l'hectare	Nombre d'opérations à caractère mixte réalisées à proximité d'une gare et densité observée	CAB, CCDS
45	Promouvoir la nature en ville	Les espaces verts de proximité seront réintroduits dans les quartiers fortement densifiés afin d'offrir des espaces de respiration	Recensement des espaces verts, superficie et localisation	Communes, CAB, CCDS



III. Préserver et développer le capital environnemental et paysager				
	La protection réglementaire des champs captants et des points de captage des eaux est poursuivie dans les PLU intercommunaux	Suivi chimique et bactériologique de la qualité des captages, suivi des périmètres de protection des captages bénéficiant d'une DUP	Agence de l'eau, ARS, Préfecture	
46	Garantir la qualité de l'eau potable	Les aménagements, constructions, cultures au sol sont autorisés dès lors que la nappe phréatique ne subit aucune incidence polluante	Agence de l'eau	
46	Garantir la qualité de l'eau potable	Les parcs hydrogéologiques identifiés dans le SAGE et susceptibles de contenir une ressource en eau, sont pris en compte dans les PLU et dans les projets susceptibles de porter atteinte à ces ressources	CAB, CCDS, Agence de l'eau	
47	Préserver la qualité des milieux aquatiques et des eaux côtières	Tous les nouveaux projets d'aménagement comportent des techniques alternatives de gestion des eaux pluviales afin de favoriser une infiltration lente et épurée	Agence de l'eau, CAB, CCDS	
48	Les sols et sous-sols	Les sites industriels pollués et à l'état de friches font l'objet d'un inventaire précis	MEEDDM - BRGM (Basol)	
49	Maîtriser les rejets dans l'air	Le Scot prescrit la limitation des sources émettrices de rejets polluants dans l'air	Armo, CG, DIRE	
50	Réduire les nuisances sonores	Les orientations du Scot permettent de diminuer l'origine du bruit	DDE du Pas de Calais	
54	Préserver les espaces naturels terrestres et littoraux d'intérêt majeur	L'urbanisation est interdite dans les cœurs et sites de biodiversité, exceptées les extensions de bâtiments existants	PNRCMO	
54	Préserver les espaces naturels terrestres et littoraux d'intérêt majeur	Des espaces boisés classés sont créés à partir des cœurs de biodiversité forestiers	PNRCMO	
55	Maintenir et restaurer les liaisons entre espaces naturels	Les pluï garantissent le maintien des corridors identifiés par l'intégration de la délimitation précise des espaces	PNRCMO, Sigale	
55	Maintenir et restaurer les liaisons entre espaces naturels	La trame verte de l'agglomération boudonnaise est maintenue	PNRCMO, BDCO	
55	Maintenir et restaurer les liaisons entre espaces naturels	Afin de restaurer la biodiversité, de nouveaux axes biologiques sont créés à partir de liaisons de randonnées, ruisseaux et mise en valeur de chemins ruraux	PNRCMO	
56	Les coteaux espaces intermédiaires à conforter	Les boisements des coteaux de la Cuesta sont limités et les zones de pelouses calcicoles maintenus	MOS, CAB, CCDS	
57	les plateaux, des ouvertures sur le grand paysage à valoriser	Sur les plateaux littoraux, l'urbanisation est limitée afin de préserver leur qualité paysagère et leur ouverture sur la mer	MOS, PNRCMO	
58	Le bocage, une armature paysagère à renforcer	Les espaces naturels et agricoles sur les principaux monts sont préservés	MOS	
58	Le bocage, une armature paysagère à renforcer	Les documents d'urbanisme prennent en compte les haies bocagères existantes	MOS, PNRCMO	
58	Le bocage, une armature paysagère à renforcer	L'urbanisation en lisière des massifs boisés est limitée	MOS, CAB, CCDS	
59	Les vallées, un réseau écologique et paysager à valoriser	L'urbanisation est priorisée dans les vallées majeures de la liane et du wimereux en continuité des enveloppes existantes	CAB, CCDS	
59	Les vallées, un réseau écologique et paysager à valoriser	Les fenêtres paysagères sur les cours d'eau depuis les espaces urbains sont à préserver et recréer	BDCO	
60	Le grand littoral, maîtriser l'évolution de ce paysage attractif	Toute forme d'urbanisation sur les plateaux maritimes et les caps est limitée afin de préserver l'ouverture sur le grand paysage. Les pointes rocheuses font l'objet d'aménagement spécifique en échos au grand site	CAB, CCDS	
61	Le tissu aggloméré des pôles urbains principaux, favoriser une attractivité urbaine	La valorisation des perspectives depuis les rues à forte déclivité et les cones de covisibilité dans l'agglomération est à rechercher	BDCO	
62	Aménager les entrées de bourg de l'agglomération	Les documents d'urbanisme intègrent la notion paysagère des entrées de ville et les entrées de centre-bourg	Communes, CAB, CCDS	
62	Aménager les entrées de bourg de l'agglomération	Les perceptions sur le coteau de Saint Léonard depuis l'entrée de Saint Etienne au Mont sont valorisées	Commune de Saint Léonard	
64	Promouvoir une urbanisation qualitative du territoire	Au cœur du tissu urbain, les opérations d'aménagements supérieures à 5000 m² de surface de plancher font l'objet d'une étude paysagère préalable réalisée par un maître d'œuvre spécialisé	CAB, CCDS	
65	Préserver les cônes de vue depuis les axes majeurs et les fenêtres maritimes	Les fermetures du paysage marin et rural sont limitées	BDCO	
65	Préserver les cônes de vue depuis les axes majeurs et les fenêtres maritimes	Les ouvertures et cones de vues sur les paysages remarquables à partir des axes majeurs du territoire sont maintenus	BDCO	
65	Préserver les cônes de vue depuis les axes majeurs et les fenêtres maritimes	De larges séquences non urbanisées le long des voies sont maintenues	MOS, BDCO	
66	Sauvegarder l'agriculture d'élevage comme gage de protection des paysages	Les coupures agricoles à forte valeur paysagère relèvent d'un principe de constructibilité limitée	BDCO, MOS	
67	Maintenir les coupures naturelles d'urbanisation	Des espaces de respirations paysagères doivent être maintenus ou créés pour garantir une alternance entre les communes, les entités urbaines et rurales. Toute urbanisation y est limitée	BDCO	
68	Limiter l'urbanisation sur les points hauts du territoire	L'urbanisation sur les monts majeurs du territoire est proscrite. Elle est limitée sur le mont Hulin et le mont Lambert. Toute nouvelle construction fait l'objet d'intégration paysagère	CAB, CCDS	
69	Renforcer l'intégration des grands équipements et des bâtiments à vocation économique	Lors de toute opération d'aménagement, l'intégration paysagère et la qualité architecturale des grands équipements notamment touristiques et des constructions actuelles et futures est à respecter	CAB, CCDS	
70	Préserver le patrimoine maritime et rural	Les chemins ruraux font partie intégrante du patrimoine paysager. Ils sont identifiés et leurs caractéristiques sont préservées	IGN	
70	Préserver le patrimoine maritime et rural	Le patrimoine architectural des stations balnéaires est inscrit dans les documents d'urbanisme et fait l'objet d'une mise en valeur	BDCO	
73	Mettre en valeur les portes d'entrées paysagères terrestres et maritimes du territoire	Le site historique de la motte de la Buqueuse est à aménager dans un cadre touristique.	CAB	
76	Exploiter les gisements des énergies renouvelables du territoire	Les Plu autorisent l'utilisation du solaire photovoltaïque et de l'éolien en toiture sur l'habitat, les unités commerciales et les bâtiments agricoles	ERDF, Communes	
76	Exploiter les gisements des énergies renouvelables du territoire	Les unités de valorisation énergétiques sont autorisés sur le territoire	CCI	

IV. Repenser la mobilité dans un esprit durable				
77	Mailler le territoire en mode de déplacements doux	Lois de tout aménagement urbain ou opérations de logements, un environnement propice à la marche et au vélo sera créé. Les espaces publics seront mis en conformité	Aménagement propice à la marche et au vélo, linéaire des pistes cyclables, recensement des espaces publics accessibles aux PMR	CAB, CCDS
77	Mailler le territoire en mode de déplacements doux	Les cours d'eau du territoire pourront être le support de développement de chemins doux. Des points relais de stationnement à destination des voitures et vélos le long des cours d'eau seront encouragés afin	Nombre d'aménagement de chemins doux fluviaux, nombre de parking relais alliant un cours d'eau, nombre d'utilisateurs moyen	CAB, CCDS
79	Organiser la multimodalité des différents modes de déplacement	Les modes individuels de déplacement tels que la marche et le vélo seront favorisés pour accéder aux réseaux collectifs de transport	Création d'aménagements piétonniers ou de pistes cyclables reliés aux réseaux collectifs de transport	CAB, CCDS, CR, CG
79	Organiser la multimodalité des différents modes de déplacement	En milieu rural, des aires multimodales ou des plates formes de mobilité assurant la connexion entre les bus, le covoiturage et les modes doux seront définies	Nombre d'aires multimodales définies sur le territoire	CAB, CCDS, CG
81	Valoriser le réseau ferré et les gares	Les gares du territoire seront maintenues et une réflexion sera menée pour favoriser le développement du stationnement autour des gares.	Nombre de voyageurs et de trains au départ des gares, nombre et type de places de parking autour des gares, remplissage moyen, densité des opérations pôle gare	SNCF, CAB
83	Favoriser et réguler la mobilité touristique	Afin d'atténuer l'impact automobile, des itinéraires de liaisons sur les axes majeurs, adaptés aux piétons et vélos pourront être créés.	cf M.10, évolution du trafic routier sur les axes majeurs et sur les itinéraires doux, exemple d'aménagements réalisés	CR, CG, CAB, CCDS
83	Favoriser et réguler la mobilité touristique	L'accessibilité ferrée du territoire sera incitée par des services touristiques de types locations de vélos, de véhicules électriques, borne de recharge électrique	Nombre d'entreprises de services touristiques aux abords des gares, nombre de vélos, véhicules de location à disposition, taux de location, nombre de bornes de recharge électrique et localisation	CCICO, CAB, CCDS
87	Aménager l'espace public pour le rendre accessible	Les voiries devront proposer notamment à proximité des lieux de vie fréquentés, des aménagements adaptés aux PMR	Type, nombre et localisation d'aménagements réalisés à destination des PMR	CAB, CCDS

### Objectif 3 : Affirmer le rayonnement du territoire dans le bassin transfrontalier

N° de mesure	ENJEUX	PRESCRIPTIONS	INDICATEURS	Source
91	Donner une visibilité internationale au territoire	Poursuivre les objectifs du projet axe Liane (cf. DOO)	Nombre d'opérations mixtes réalisées sur l'axe Liane, recensement d'aménagements permettant la création ou le maintien de corridors	CAB, PNR CMO, Ville de Boulogne-sur-Mer
92	Elaborer un schéma d'aménagement numérique	Certains secteurs, définis dans les documents d'urbanisme, font l'objet d'enjeux prioritaires de raccordement au réseau de fibre optique	Part du territoire raccordé à la fibre optique et localisation, part d'entreprises et population reliées	CAB, CCDS
92	Elaborer un schéma d'aménagement numérique	La construction ou la modernisation de réseaux d'assainissement, de téléphonie, d'électricité et d'infrastructures routières, intègrent la pose de fourreaux.	Nombre d'opération de construction et de modernisation, part intégrant la fibre optique	CAB, CCDS
94	Mailler le territoire en espaces économiques	Le Scot autorise l'évolution de l'armature économique afin d'adapter le territoire aux demandes d'implantation futures et aux objectifs de soutien des filières économiques actuelles et des filières innovantes	Nombre et type d'entreprises, emplois sur le territoire dont ceux de filières innovantes, surface et localisation des parcs d'activités, taux de remplissage des ZA par spécialisation	CCI, CAB, CCDS
95	Renouveler l'armature économique	La création de nouveaux parcs d'activités doit répondre aux critères de développement durable : intégration paysagère et architecturale de qualité	Critères retenus pour l'intégration paysagère et architecturale de la zone : haies, talus végétalisés, densité du bâti, respect mise en valeur des cônes de vue, hauteur des constructions...	CAB, CCDS, CCICO
95	Renouveler l'armature économique	Les nouvelles zones d'activités devront intégrer une offre de services	Nombre et type de services présents sur chaque zone d'activités (mode d'accès, desserte intérieure, équipements de proximité), nombre d'emplois générés	CCI, CAB, CCDS
96	Optimiser le foncier économique existant	Le Scot encourage le renouvellement progressif des zones d'activités	Superficie recyclable des zones d'activités, superficie recyclée et devenir	CAB, CCDS
96	Optimiser le foncier économique existant	L'extension de zones d'activités et artisanales fait l'objet d'une grande vigilance en terme d'intégration paysagère et environnementale	Superficie et localisation des extensions de zones d'activités, types d'aménagements réalisés pour l'intégration	CAB, CCDS
96	Optimiser le foncier économique existant	Les activités tertiaires et l'offre immobilière sont localisées prioritairement au cœur des tissus urbains et des centres-bourgs, dans les espaces ou quartiers accueillant une diversité de fonction	Nombre d'entreprises et emplois dans l'activité tertiaire, localisation, part en tissu urbain et centres-bourgs	CCI, CAB, CCDS

# 2 | Les indicateurs de suivi environnementaux

N° de mesure	ENJEUX	INDICATEURS	SOURCE
Occupation du sol			
10	Anéager durablement l'espace touristique	Recensement des équipements et hébergements destinés au tourisme, hectares consommés pour le tourisme, capacité d'accueil par foncier consommé	Office du tourisme, CAB, CCDS
12	Recentrer l'urbanisation commerciale	Nombre de commerces de détail dans le tissu urbain et dans les quartiers de Boulogne-sur-Mer	BPE, CCICO
17	Produire plus de logements	Nombre de résidences principales construites sur un an	Filocom
17	Produire plus de logements	Nombre de résidences secondaires construites sur un an, emprise et localisation forcilière	Filocom, Stadel, CAB, CCDS
28	Aménager en prenant en compte la loi littoral	Evolution de l'urbanisation dans les espaces proches du rivage	Etat, CAB
28	Aménager en prenant en compte la loi littoral	Evolution de l'urbanisation dans les coupures d'urbanisation	BDCO
29	Réduire la consommation forcilière	Nombre d'hectares consommés par an et par type (habitat, économie, autres)	BDCO, Communes
30	Recentrer l'urbanisation, les équipements	Nombre de logements total et part produite en renouvellement urbain sur le territoire et sur l'aire centrale	CAB, CCDS
30	Recentrer l'urbanisation, les équipements	Nombre d'activités tertiaires, part d'activités tertiaires dans le tissu urbain très dense	CCICO, CAB
30	Recentrer l'urbanisation, les équipements	Evolution de l'urbanisation dans les zones mal ou pas desservies par les TC	CAB, CCDS, TCRB
31	Mobiliser le renouvellement urbain	Part des résidences principales produites par renouvellement urbain	CAB, CCDS
33	Utiliser les terrains non occupés au cœur des tissus existants	Part des logements produits par gisement foncier par interco	CAB, CCDS
35	Conditionner le développement des villages	Evolution par commune de l'urbanisation dans les enveloppes urbaines	Communes, CAB, CCDS
36	Limiter la construction dans les hameaux	Evolution de l'urbanisation et cartographie parcellaire des hameaux de plus de 30 habitations	Communes, CAB, CCDS
36	Limiter la construction dans les hameaux	Evolution de l'urbanisation et cartographie parcellaire des hameaux de moins de 30 habitations	Communes, CAB, CCDS
38	Interdire le développement des formes isolées et de l'urbanisation spontanée	Recensement de forme d'habitat isolé ou spontané et évolution du parcellaire conexe	Communes, CAB, CCDS
39	Répartir les extensions urbaines	Part des logements en extension par intercommunalité	CAB, CCDS
40	Adapter la densité aux différentes formes urbaines	Densité et situation géographique de chaque nouvelle opération d'aménagement de plus de 5000 m² de surface de plancher	CAB, CCDS
40 bis	Favoriser la densité aux abords des gares	Nombre d'opérations à caractère mixte réalisées à proximité d'une gare et densité observée	CAB, CCDS
64	Promouvoir une urbanisation qualitative du territoire	Nombre d'opérations de plus de 5000 m² de surface de plancher et nombre d'études paysagères réalisées	CAB, CCDS
69	Renforcer l'intégration des grands équipements et des bâtiments à vocation économique	Vérification du respect du cahier des charges	CAB, CCDS
73	Mettre en valeur les portes d'entrées paysagères terrestres et maritimes du territoire	Aménagement réalisé sur le site de la motte de la Buqueuse	CAB
96	Optimiser le foncier économique existant	Nombre d'entreprises et emplois dans l'activité tertiaire, localisation, part en tissu urbain et centres-bourgs	CCI, CAB, CCDS
96	Optimiser le foncier économique existant	Superficie recyclable des zones d'activités, superficie recyclée et devenir	CAB, CCDS
96	Optimiser le foncier économique existant	Superficie et localisation des extensions de zones d'activités, types d'aménagements réalisés pour l'intégration	CAB, CCDS
Complément	Ouvrir de nouvelles ZA en milieu urbain et rural	Surface foncière utilisée et disponible pour les nouvelles ZA, localisation, part utilisée, taille moyenne	CAB, CCDS
Patrimoine naturel et paysager			
5	Orienter l'agriculture vers des filières énergétiques	Recensement et surface des haies et boisements principaux	MOS
6	Maintenir l'organisation urbaine du territoire	Recensement des grandes coupures agricoles à forte valeur paysagère et évolution de l'urbanisation sur ces zones, évaluation de la prise en compte des coupures par les PLU	BDCO, MOS, PLU
8	Développer une agriculture protectrice des paysages	Recensement et localisation des parcelles cultivées formant des lisières en bordure de massifs forestiers, nombre de parcelles protégées par les PLU	ASP, MOS, PLU
45	Promouvoir la nature en ville	Recensement des espaces verts, superficie et localisation	Communes, CAB, CCDS
54	Préserver les espaces naturels terrestres et littoraux d'intérêt majeur	Superficie et localisation des cœurs et sites de bio, part des cœurs et sites de biodiversité urbanisée	PNRCMO
54	Préserver les espaces naturels terrestres et littoraux d'intérêt majeur	Superficie et localisation des espaces boisés, recensement des espaces boisés classés appartenant à un cœur de biodiversité	PNRCMO
55	Maintenir et restaurer les liaisons entre espaces naturels	Superficie des corridors et localisation, superficie urbanisée dans les corridors	PNRCMO, Sigale
55	Maintenir et restaurer les liaisons entre espaces naturels	Superficie de la trame verte de l'agglomération bouloinnaise	PNRCMO, BDCO
55	Maintenir et restaurer les liaisons entre espaces naturels	Recensement des axes biologiques et du nombre d'espèces végétales et animales présentes	PNRCMO
56	Maintenir et restaurer les liaisons entre espaces naturels	Evolution de l'urbanisation sur les coteaux, superficie des boisements situés sur les coteaux	MOS, CAB, CCDS
57	Les plateaux, des ouvertures sur le grand paysage à valoriser	Superficie urbanisée sur les plateaux littoraux	MOS
58	Le bocage, une armature paysagère à renforcer	Superficie des espaces naturels et agricoles des principaux monts	MOS
58	Le bocage, une armature paysagère à renforcer	Longueur et localisation des haies bocagères	PNRCMO, MOS
58	Le bocage, une armature paysagère à renforcer	Evolution de l'urbanisation en lisière des massifs boisés	MOS, CAB, CCDS
59	Les vallées, un réseau écologique et paysager à valoriser	Evolution de l'urbanisation dans les vallées majeures de la Liane et du Wimereux	CAB, CCDS
59	Les vallées, un réseau écologique et paysager à valoriser	Atlas photographique et cartographique des fenêtres paysagères sur les cours d'eau	BDCO
60	Le grand littoral, maîtriser l'évolution de ce paysage attractif	Evolution de l'urbanisation sur les plateaux maritimes et caps et type d'aménagement réalisé	CAB, CCDS
61	Le tissu aggloméré des pôles urbains principaux, favoriser une attractivité urbaine	Atlas photographique et cartographique des cônes de visibilité et exemple d'aménagement réalisé	BDCO
62	Aménager les entrées de bourg de l'agglomération	Réalisation d'aménagement en entrée de ville	Communes, CAB, CCDS

62	Aménager les entrées de bourg de l'agglomération	Aménagement réalisé sur le coteau de Saint Léonard	Communes de Saint Léonard
65	Préserver les cônes de vue depuis les axes majeurs et les fenêtres	Atlas photographique et cartographique des ouvertures sur le paysage marin et rural	BDCO
65	Préserver les cônes de vue depuis les axes majeurs et les fenêtres	Atlas photographique et cartographique des ouvertures et cônes de vues des axes majeurs	BDCO
65	Préserver les cônes de vue depuis les axes majeurs et les fenêtres	Recensement et superficie des séquences non urbanisées le long des voies	MOS, BDCO
66	Sauvegarder l'agriculture d'élevage comme gage de protection des	Atlas photographique, cartographique et évolution de l'urbanisation sur les coupures agricoles à forte valeur paysagère	BDCO, MOS
67	Maintenir les coupures naturelles d'urbanisation	Conclusion de l'étude des franges urbaines et évolution des zones d'étalement urbain linéaire	BDCO
68	Limiter l'urbanisation sur les points hauts du territoire	Evolution de l'urbanisation sur les monts et exemple d'aménagement permettant une intégration paysagère	CAB, CCDS
70	Préserver le patrimoine maritime et rural	Recensement, localisation et étude des chemins ruraux	IGN
70	Préserver le patrimoine maritime et rural	Etude du patrimoine bâti	BDCO
91	Donner une visibilité internationale au territoire	Recensement d'aménagement sur l'axe Liane permettant la création ou le maintien de corridors	PNRCMO, CAB, Ville de Boulogne-
95	Renouveler l'amature économique	Critères retenus pour l'intégration paysagère et architecturale de la zone : haies, talus végétalisés, densité du bâti, respect mise en valeur des cônes de vue, hauteur des constructions...	CAB, CCDS, CCICO
Complément	Mobiliser les facteurs clés de la compétitivité et de l'attractivité	Evolution du réseau routier	IGN
Complément	Préserver la qualité des milieux aquatiques et des eaux côtières	Etat des masses des cours d'eau (qualité physico-chimique, biologique et écologique)	Agence de l'eau
Complément	Limiter les apports en eaux continentales	Degré de qualité des eaux de baignade	Agence de l'eau
Emissions de gaz à effet de serre			
7	Favoriser la viabilité des entreprises agricoles	SAU totale, nombre d'exploitations agricoles, superficie et part d'exploitation de proximité	ASP
10	Aménager durablement l'espace touristique	Linéaire des circuits de pistes cyclables, pédestres et équestres	CAB, CCDS
49	Maîtriser les rejets dans l'air	Evaluation de la qualité de l'air, fréquentation des principaux axes routiers enonçés, taux de fréquentation des transports en commun	Atmo, Dire, CG
76	Exploiter les gisements des énergies renouvelables du territoire	Superficie de boisements, évolution de l'activité agro forestière	MOS, CAB, CCDS
76	Exploiter les gisements des énergies renouvelables du territoire	Evolution du parc éolien et photovoltaïque, énergie produite par ce parc	Communes, ERDF
77	Mailler le territoire en mode de déplacements doux	Aménagement propice à la marche et au vélo, recensement des espaces publics accessibles aux PMR	CAB, CCDS
77	Mailler le territoire en mode de déplacements doux	Nombre d'aménagement de cheminements doux fluviaux, nombre de parking relais alliant un cours d'eau, nombre d'utilisateurs moyen	CAB, CCDS
81	Valoriser le réseau ferré et les gares	Nombre de voyageurs et de trains au départ des gares, nombre et type de places de parking autour des gares, remplissage moyen, densité des opérations pôle gare	SNCF, CAB
83	Favoriser et réguler la mobilité touristique	cf M10, évolution du trafic routier sur les axes majeurs et sur les itinéraires doux, exemple d'aménagements réalisés	CR, CG, CAB, CCDS
83	Favoriser et réguler la mobilité touristique	Nombre d'entreprises de services touristiques aux abords des gares, nombre de vélos, véhicules de location à disposition, taux de location, nombre de bornes de recharge électrique et localisation	CCICO, CAB, CCDS
Complément	Permettre à tous un développement autonome	Taux de motorisation, nombre moyen de déplacement par jour et par personne	Insee
Complément	Allier habitat et développement durable	Part et nombre de bâtiments de type BBC, HQE ou THPE, consommation d'énergie/ habitants	ERDF, CAB, CCDS
Complément	Favoriser la transition énergétique du territoire	Quantité d'énergie fossile consommé par habitant, niveau d'émissions de gaz à effet de serre	ERDF
Complément	Réduire les déplacements	Distance entre le lieu de travail et de résidence	Insee
Complément	Encourager l'utilisation des véhicules hybrides	Part des véhicules hybrides sur le parc total	Insee
Resource en eau			
46	Garantir la qualité de l'eau potable	Suivi chimique et bactériologique de la qualité des captages, suivi des périmètres de protection des captages bénéficiant d'une DUP	Agence de l'eau, ARS, Préfecture
46	Garantir la qualité de l'eau potable	Relevé chimique et bactériologique de l'état des nappes phréatiques	Agence de l'eau
46	Garantir la qualité de l'eau potable	Evolution de l'urbanisation sur les parcs hydrologiques identifiés dans le SAGE, quantité de ressources en eau disponible, consommation d'eau/hab	Agence de l'eau, CAB, CCDS
47	Préserver la qualité des milieux aquatiques et des eaux côtières	Nombre de collectivité utilisant des techniques alternatives, mesure aux points DCE (listés dans le SAGE) de la qualité des eaux de surface	Agence de l'eau, CAB, CCDS
Complément	Garantir la qualité de l'eau potable	Qualité de l'eau sur les points de captage pour les nitrates, pesticides, matières organiques oxydables	Agence de l'eau, ARS, CAB, CCDS
Complément	Préserver la qualité des milieux aquatiques et des eaux côtières	Mesure de la qualité des boues en sortie de stations d'épuration, état des masses des cours d'eau (qualité physico-chimique, biologique et écologique)	Agence de l'eau, PNRCMO
Complément	Maîtriser la qualité des effluents et épurer les eaux usées	Nombre de communes raccordées aux stations d'épuration, capacité nominale des step en équivalent habitant, rendement des step, évolution du réseau séparatif en assainissement collectif	Agence de l'eau, CAB, CCDS, SATSE
Risques naturels et industriels			
24	S'adapter aux risques d'inondation	Evolution de l'urbanisation dans les zones d'aléas faibles et types d'habitat	PPRI, CAB, CCDS
25	Se prémunir des risques liés aux mouvements et glissements de terrain	Aménagement permettant de réduire le risque d'érosion des berges et localisation	Eden 62, Conservatoire du
27	Aléa au retrait gonflement des sols argileux	Nombre de PLU faisant apparaître des zones d'aléas au retrait gonflement des argiles	CAB, CCDS
48	Les sols et sous-sols	Recensement des sites industriels et pollués à l'état de friches, état de pollution des sites	MEEDMM-BRGM (Basso)
Complément	S'adapter aux risques d'inondation	Quantité de pluie par mois	Dreal
Gestions des déchets			
76	Exploiter les gisements des énergies renouvelables du territoire	Tonnage de déchets produits par les industries, part recyclée dont méthanisation, part enfouie, incinérée	CCICO
Complément	Diminuer l'impact des ordures ménagères sur le climat	Tonnage de déchets par habitants, tonnage recyclé, enfouie et incinérée, nombre d'actions mises en place par les collectivités chaque année	CAB, CCDS
Complément	Diminuer l'impact des ordures ménagères sur le climat	Tonnage de déchets non ménagers (encombrants) et de déchets verts	CAB, CCDS
Complément	Réduire les déchets agricoles	Tonnage agricole des emballages de produits phytosanitaires et de film plastique	Chambre d'agriculture
Complément	Aller commerce et développement durable	Tonnage de déchets produit par les commerces de Boulogne-sur-Mer, taux de valorisation	CAB

